La lettre de l'Observatoire
Economique, Social & Financier

n°13
JUILLET/AOÛT 2012
WWW.FEHAP.FR

SUPPLÉMENT À
Perspectives
Sanitaires & Sociales
n°223

REPÈRES DE GESTION ET DE COMPARAISONS POUR LES STRUCTURES SOCIALES ET MÉDICO-SOCIALES

Exploitation de l'enquête ESMS FEHAP 2011

Stéphane Piffre, Chargé d'études à l'Observatoire

Nouvelle édition des repères de gestion pour les structures sociales et médico-sociales de la FEHAP et une participation toujours plus nombreuse.
L'Observatoire a souhaité aménager la présentation des repères économiques et de gestion présentés dans cette Lettre pour en offrir une lecture synthétique et opérationnelle. Parallèlement, les indicateurs retranscrits sont plus nombreux, comme vous pourrez le découvrir, notamment dans les tableaux « *Points de repère* ». Pour permettre à nos adhérents de situer leur structure, les réponses sont toujours traitées et présentées par type d'activité.
Les données exploitées concernent les années 2009 et 2010. L'incidence des campagnes 2011 et 2012 sur la situation des répondants n'est donc pas reflétée dans les différents ratios. Mais les réformes tarifaires se poursuivent et, pour appréhender au mieux la situation de ses adhérents et les défendre, la FEHAP a besoin de disposer d'éléments objectifs et actualisés. C'est pourquoi, l'Observatoire vous incite à être chaque année plus nombreux à participer à cette enquête.
Enfin, l'analyse bilancielle des adhérents du secteur social et médico-social n'est pas présentée dans cette lettre, car elle sera regroupée avec celle des structures sanitaires adhérentes. L'ensemble de ces éléments vous sera donc présenté dans une prochaine Lettre de l'Observatoire, dédiée à l'analyse de la situation financière des adhérents FEHAP.

Céline Moreau, Responsable de l'Observatoire

LE PÉRIMÈTRE DE L'ENQUÊTE

L'enquête ESMS vise à recueillir les données du cadre normalisé de présentation du compte administratif (budget social exclusivement) des exercices réalisés 2009 et 2010 ainsi que le bilan financier, ces derniers étant soumis à l'autorité de tarification à partir du 30 avril. En complément, le fichier de recueil permettait aux adhérents de communiquer des données d'activités, des informations qualitatives en vue d'affiner les analyses menées.
Fin 2010, 2 710 Etablissements et services Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS) adhéraient à la FEHAP. Ils regroupaient pratiquement 3 270 structures et 170 000 places. 1 105 établissements et services représentant un Chiffre d'Affaires (CA) global de 2 024 millions d'euros et employant 30 100 Equivalent Temps Plein (ETP) ont participé à cette enquête.
Le taux de réponse atteint donc près de 34 % de l'ensemble des adhérents concernés. Les progrès de la mobilisation sont manifestes puisque l'enquête précédente avait obtenu 26 % de participation.
Cette année, nous avons enrichi les synthèses d'indicateurs supplémentaires, portant sur la sous-traitance, le taux de structures locataires, ayant contracté un CPOM, etc. Avec l'augmentation du nombre de réponses, nous avons pu commencer à détailler des coûts à la place, des tarifs, pour certaines zones géographiques.
L'Observatoire de la FEHAP, en charge de la mise en œuvre et de l'exploitation de cette enquête, tient à remercier les adhérents en soulignant le travail important réalisé tant par les grandes associations qui transmettent depuis plusieurs années déjà les données de l'ensemble de leurs établissements, que par les structures de moindre taille mais nombreuses au sein de la Fédération.

Sommaire

SSIAD/SAD	p. 6
EHPAD	p. 8
IME/ITEP	p. 10
EEAP/IES/IEM	p. 12
CAMSP/CMPP	p. 14
SESSAD	p. 16
CRP	p. 18
SAMSAH/SAVS	p. 20
ESAT	p. 22
FHBGT/FO	p. 24
FAM	p. 26
MAS	p. 28
CHRS/MECS/Addictologie	p. 30
Glossaire	p. 32

POINT DE MÉTHODE SUR L'EXPLOITATION DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE

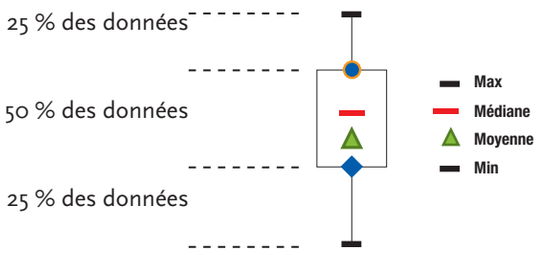
Pour produire les résultats présentés, il était essentiel de disposer de données budgétaires détaillées par type d'activité. Pour cette raison, très peu de questionnaires qui ne respectaient pas ces conditions ont été écartés de l'analyse.

Pour ne pas biaiser l'analyse des évolutions entre 2010 et 2009, les tendances présentées regroupent l'ensemble des informations à champ constant entre les deux exercices.

Compte tenu de la diversité de l'ensemble des adhérents, de rares catégories d'activité possèdent peu d'effectifs au sein de l'échantillon exploité. Pour ne pas pénaliser ces adhérents, nous avons choisi de communiquer les principaux indicateurs, tout en rappelant systématiquement dans les tableaux concernés la fragilité de ces résultats et la prudence s'imposant quant à leur interprétation.

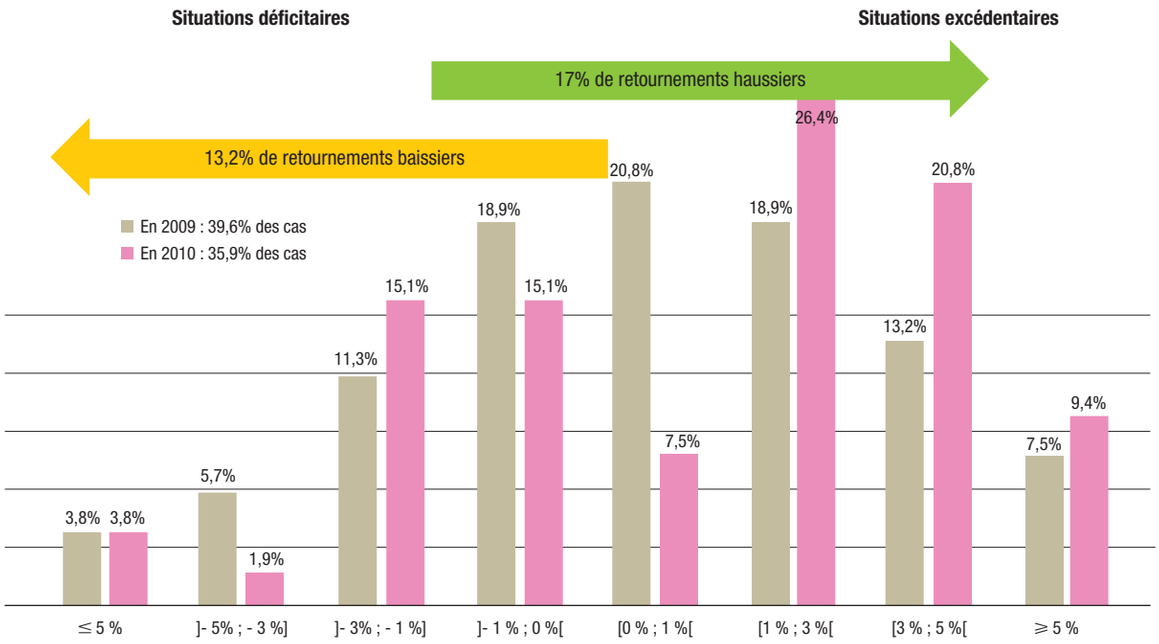
Pour synthétiser fidèlement l'ensemble des comportements, les indicateurs pris en valeur moyenne et médiane ont été privilégiés. Chacune des estimations réalisées a fait l'objet d'un double traitement statistique visant à isoler de l'échantillon les situations extrêmes, susceptibles d'exagérément perturber les résultats (point aberrant ou cas trop particulier).

Ces mesures sont complétées d'outils permettant de relativiser les résultats en fonction de la diversité des situations observables *(Cf. graphiques ci-dessous et ci-contre)*.



Ce graphique représente la répartition d'un groupe d'observations. Dans cet exemple, la moyenne est située au-dessous de la médiane, elle est donc tirée vers le bas en raison de données extrêmes dont la valeur la plus basse est indiquée (Min). La médiane permet de couper l'échantillon étudié en deux groupes contenant chacun la moitié des observations. Sa valeur n'est donc pas influencée par les données extrêmes.

DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES (Résultat / CA)



Cette figure synthétise l'ensemble des situations budgétaires observées sur deux ans. D'un point de vue statique, les 4 premières graduations de la partie gauche ventilent les résultats déficitaires, les 4 suivantes à droite les résultats excédentaires.
Dans cet exemple, en 2010, 7,5 % des réponses obtenues faisaient état d'un excédent de moins de 1 % du CA, contre 20,8 % au cours de l'exercice précédent.
D'un point de vue dynamique, la flèche orange indique que 13,2 % des répondants ont réalisé un excédent en 2009, puis un déficit en 2010 et inversement pour la flèche verte, 17 % des répondants ont obtenu une situation excédentaire en 2010 après avoir réalisé des pertes en 2009.

LES CONTRÔLES PRÉALABLES AUX EXPLOITATIONS

En amont de ces traitements, plusieurs contrôles de cohérence ont été menés. Au niveau du cadre administratif, une attention particulière a été portée sur l'adéquation entre le total du groupe 2 des charges (afférentes au personnel) et le détail de ses postes, afin de fiabiliser l'analyse de l'évolution de la masse salariale, de façon cohérente avec les ETP inscrits.
La variation globale des charges et des produits 2010 par rapport à 2009 a également été analysée afin d'identifier les structures ayant pu être fermées ponctuellement au cours d'une des deux périodes ou celles ayant étendu (ou restreint) leur activité entre les deux années. Les adhérents concernés ont été contactés pour définir l'impact réel des extensions ou réductions de places afin de valider les capacités réellement exploitables par exercice.
Ce travail préalable tend à optimiser la qualité des données disponibles en préservant autant que possible leur quantité.

Inscrivez-vous et
réservez votre hôtel dès maintenant
sur le site Internet du Congrès 2012 :
http://congres.fehap.fr

Strasbourg 2012 Congrès

FÉDÉRATION DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS & D'AIDE À LA PERSONNE
PRIVÉS NON LUCRATIFS

37e CONGRÈS DE LA FEHAP

18, 19 et 20 décembre 2012
Palais des Congrès · Strasbourg

Le secteur privé non lucratif face aux défis européens

Le 37e Congrès de la FEHAP, lieu d'échanges et de partage entre les acteurs privés non lucratifs français s'ouvre cette année sur les nouveaux défis qui se présentent à notre secteur.

Au moment où l'Europe influence de plus en plus les politiques publiques de santé et les normes qui s'appliquent à nos établissements et structures, la FEHAP a décidé d'ouvrir sa réflexion et d'inviter nos partenaires et homologues européens à dialoguer sur les nouveaux enjeux des activités sanitaires, sociales et médico-sociales.

Appréhender les contextes, enrichir nos réflexions, construire ensemble un avenir commun pour anticiper les changements d'échelles, tout en défendant les spécificités du privé non lucratif : tel est le programme proposé par la FEHAP. Strasbourg, ville européenne, offre un cadre privilégié pour aborder ces thématiques.

Une question ? Contactez la FEHAP au 01 53 98 95 00

PARTICIPATION À L'ENQUÊTE ESMS 2011

Champ	Agrégat	Type d'activité	Total FEHAP		Enquête ESMS		
			Adhérents 06/2011 **	Capacité moyenne en 2010	Taux de réponse	Capacité moyenne en 2010	ETP 2010
Personnes Agées	Etablissement d'hébergement	Maison de retraite	876	78	23,7%	87	10 605,27
		Logement-foyer	100	62	16,0%	82	
		Résidence d'hébergement temporaire	13	20	23,1%	17	
		Centre de jour pour personnes âgées	26	15	34,6%	17	
		Etablissement expérimental pour personnes âgées (unités de vie…)	3	18			
	Services de maintien à domicile	Service polyvalent d'aide et de soins à domicile	13	172	38,5%	205	2 907,52
		Service de soins infirmiers à domicile	344	68	49,4%	65	
	Services sociaux	Service d'aide ménagère à domicile, de portage de repas à domicile	5				
		Service d'aide à domicile	30	17	33,3%	17	20,51
		Centre local d'information et de coordination, centre de ressources	27				
	Autres	Foyer-club restaurant	1				
		Total Personnes Agées	**1 438**	**-**	**29,3%**	**-**	**13 533,30**
Enfants Handicapés	Etablissements d'éducation spécialisée	Institut médico-éducatif	90	59	48,9%	59	2 620,12
		Etablissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés	33	32	30,3%	32	
		Institut thérapeutique et d'enseignement pédagogique	36	45	41,7%	49	
		Etablissement pour déficients moteurs	77	52	57,1%	58	2 545,80
		Etablissement pour déficients auditifs, visuels, auditifs et visuels	10	57	30,0%	98	
	Etablissements et services d'hébergement	Centre d'accueil familial spécialisé	4	52	25,0%		
		Etablissement d'accueil temporaire	1	16			
		Foyer d'hébergement pour enfants ou adolescents handicapés	1	20	100,0%	20	10,31
	Services à domicile ou ambulatoires	Service d'éducation et de soins spécialisés à domicile	170	34	45,3%	35	1 580,90
		Centre d'action médico-sociale précoce	42		52,4%		
		Centre médico-psycho-pédagogique	94		66,0%		
	Autres	Etablissement expérimental, Jardin d'enfants, BAPU	8	31	25,0%	12	2,36
		Total Enfants handicapés	**566**	**-**	**49,6%**	**-**	**6 759,49**
Adultes handicapés	Etablissements et services d'hébergement	Foyer d'accueil médicalisé	123	33	35,0%	30	1 355,08
		Foyer d'hébergement - foyer occupationnel	254	35	32,3%	36	2 184,86
		Foyer d'accueil polyvalent	16	45	31,3%	51	
		Maison d'accueil spécialisé	116	39	39,7%	40	2 267,00
		Service d'accompagnement à la vie sociale	103	54	33,0%	51	438,82
		Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés	59	27	44,1%	31	
	Travail protégé	Etablissement et service d'aide par le travail - entreprise adaptée	159	69	32,7%	81	873,97
	Réinsertion professionnelle	Centre de rééducation professionnelle - Centre de préorientation	59	85	57,6%	91	1 170,12
		Equipe préparation et suite reclassement	4				
	Autres	Etablissement expérimental, service de vie autonome, autres établissements	34	31	32,4%	21	93,33
		Total Adultes handicapés	**927**	**-**	**35,9%**	**-**	**8 383,13**
Adultes en difficulté	Etablissements et services d'hébergement	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale, centre provisoire d'hébergement, centre d'accueil pour les demandeurs d'asile, centre d'adaptation à la vie active, autre centre d'accueil	130	55	10,0%	84	237,46
		Foyer d'hébergement pour travailleurs migrants, foyer pour jeunes travailleurs, maison-relais, résidence sociale	5	27	20,0%	25	6,50
	Autres établissements médico-sociaux	Centre de soins spécialisés pour toxicomanes	25		32,0%		145,13
		Centre de cure ambulatoire pour alcooliques	13		23,1%		
		Appartement de coordination thérapeutique, centre d'accueil / d'accompagnement des risques pour usagers de drogues	10	11	20,0%	14	
		Lits halte soins santé	7	10	42,9%	13	
		Etablissement expérimental, protection des majeurs, autres	10	39	10,0%		56,20
		Total Adultes en difficulté	**200**	**-**	**15,5%**	**-**	**445,29**
Protection de l'enfance	Etablissements	Maison d'enfants à caractère social	87	33	33,3%	26	754,92
		Pouponnière à caractère social	6	27	66,7%	28	
		Foyer, village d'enfants	10	45			
		Centre de placement familial socio-éducatif	12	59	16,7%	56	234,93
		Etablissement d'accueil mère-enfant	15	33	20,0%	53	
	Services	Service d'action éducative en milieu ouvert	5	147	20,0%	57	2,69
	Autres	Etablissement expérimental en faveur de l'enfance protégée	1	5			
		Total Protection de l'enfance	**136**	**-**	**28,7%**	**-**	**992,54**
		Ensemble	**3 267**	**-**	**33,8%**	**-**	**30 113,80**

* Nombre d'entités géographiques distinctes.
** *Sources :* fichier adhérents FEHAP juin 2011 - répertoire Finess (T4 - 2010).

LES SERVICES DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE (SSIAD) - Participation : 49,4 %

LES SERVICES D'AIDE À DOMICILE (SAD) Participation : 33,3 %

LES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION DES SSIAD ont progressé de plus de 4 % en 2010 par rapport à 2009 *(Figure 2)*. Ce rythme de croissance est d'ailleurs assez proportionnel au taux d'extension de capacités *(Tableau 1)*. Comparativement aux conclusions de l'enquête précédente (presque 10 % de croissance sur le secteur pour plus d'un tiers des services adhérents en 2009 par rapport à 2008), cette tendance suggère que l'ensemble des services participants a désormais franchi une étape significative de son développement et a su se saisir des plans Alzheimer et Solidarité Grand Age.

Sur les 4,0 % de croissance du budget constatés, les charges de groupes 1 et 3 en expliquent respectivement 0,6 et 0,9 point. La progression des charges de personnel est donc à l'origine de plus de 60 % de l'augmentation totale du budget. Les comptes de détail du groupe 2 indiquent que ces dépenses nouvelles ont essentiellement concerné les professions non médicales. Indépendamment des valeurs extrêmes, la répartition des coûts à la place observés en 2010 reste très comparable à celle de 2009 *(Figure 1)*. En isolant les valeurs extrêmes, ce qui laisse encore 160 services observables, la corrélation entre la capacité installée et les coûts à la place est inexistante (le coefficient de corrélation est de 0,03 en 2010 *Tableau 3*). En effet, une place autorisée ne présume en rien du nombre de passages réalisés, ni de l'hétérogénéité des différentes prises en charge à mettre en œuvre.

Du point de vue du CA, les évolutions des recettes de groupes 2 et 3 sont de sens contraire et de montant comparable, l'essentiel des ressources nouvelles est issu des produits de groupe 1 qui génèrent à eux seuls 4,2 points de croissance du CA en 2010. Cette hausse étant bien adaptée au rythme de progression des charges, la proportion de services déficitaires varie peu entre les deux exercices et atteint 40 % des participants à fin 2010 *(Figure 3)*. Le nombre de cas de retournements de tendance budgétaire en 2010 est sensiblement le même, qu'il s'agisse de hausses ou de baisses. Un peu plus d'un quart des structures a réalisé des pertes répétées sur la période et, dans 44 % des cas, de façon aggravée. Plus de la moitié des réponses obtenues (52,5 %) fait état d'un meilleur résultat budgétaire en 2010. Les éventuels CNR perçus chaque année pourraient avoir influencé ces résultats.

Le groupe des SAD est composé de services d'aides classiques ainsi que de domiciles services, en effectifs peu nombreux. De ce fait, leurs indicateurs sont communiqués à titre indicatif, afin de permettre aux participants de se positionner, mais ne sont pas commentés.

Tableau 2 TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
SSIAD-SPASAD	1,4 %	1,2 %	0,7 %	0,5 %
SAD	2,5 %	0,8 %		

Note : 119 SSIAD et 8 SAD ont déclaré avoir investi au cours de cette période.

Tableau 3 DÉTAIL DES COÛTS PAR PLACE EN FONCTION DE LA TAILLE DES SERVICES

		Coût moyen par place en 2010 (€)
< 30 places	(17)	13 312
[30 ; 45] places	(35)	12 709
[46 ; 55] places	(31)	12 374
[56 ; 70] places	(28)	12 308
[71 ; 90] places	(12)	13 473
[91 ; 110] places	(16)	12 840
> 110 places	(21)	13 031
Tous	**(160)**	**12 739**

Figure 1 DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS

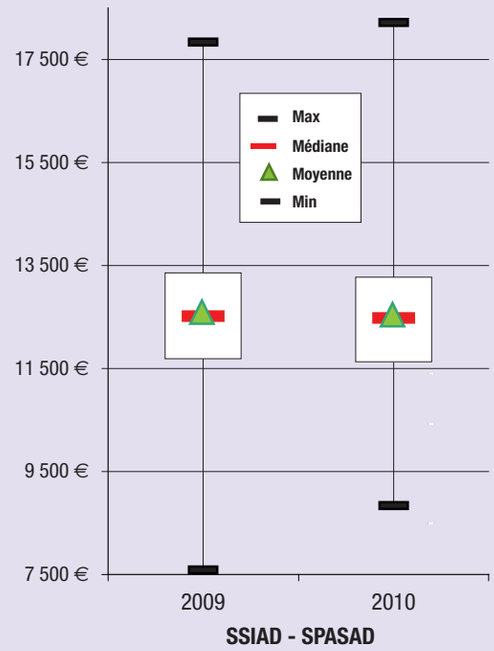


Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	SSIAD - SPASAD		SAD	
	Participants 175	Capacité moyenne 71	Participants 10	Capacité moyenne 17
	2009	2010	2009	2010
Croissance moyenne des places installées		+ 4,43 %		stable
Nombre moyen et évolution des ETP		17,11 (+ 5,09 %)		2,08 (- 1,06 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	23,41	23,06	11,19	11,15
Salaire médian brut (€)	27 422	26 886	23 323	24 164
Coût par place médian (€)				
France entière	12 517	12 474	5 856	6 089
France métropolitaine hors Ile-de-France (149)	12 447	12 417		
Ile-de-France (26)	13 136	13 401		
CA par place médian - France entière (€)	12 611	12 613	5 929	6 083
Taux d'activité médian		93,9 %		99,3 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		116		20
Part des structures locataires		89,2 %		100,0 %
Part des structures sous CPOM		1,2 %		aucune

Figure 2 **EXERCICE 2010 DES SSIAD-SPASAD - Charges d'exploitation** (+ 4,0% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+ 4,3% en valeur / 2009)

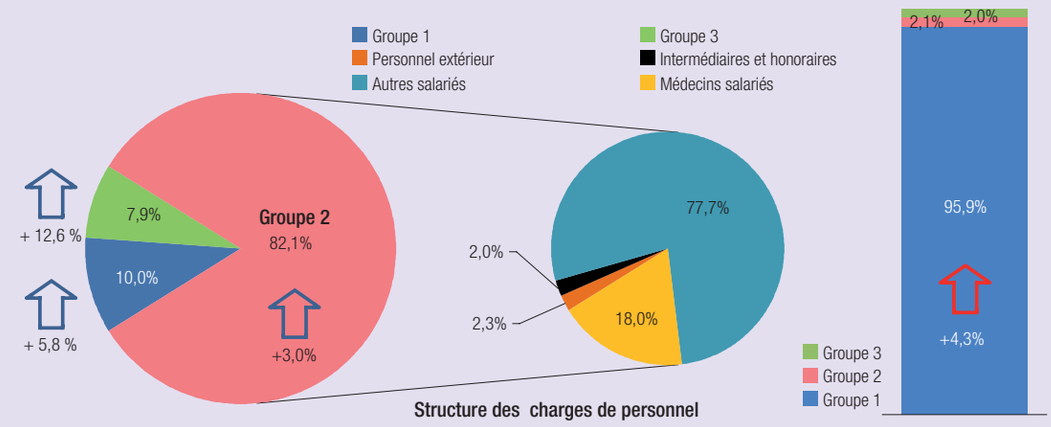
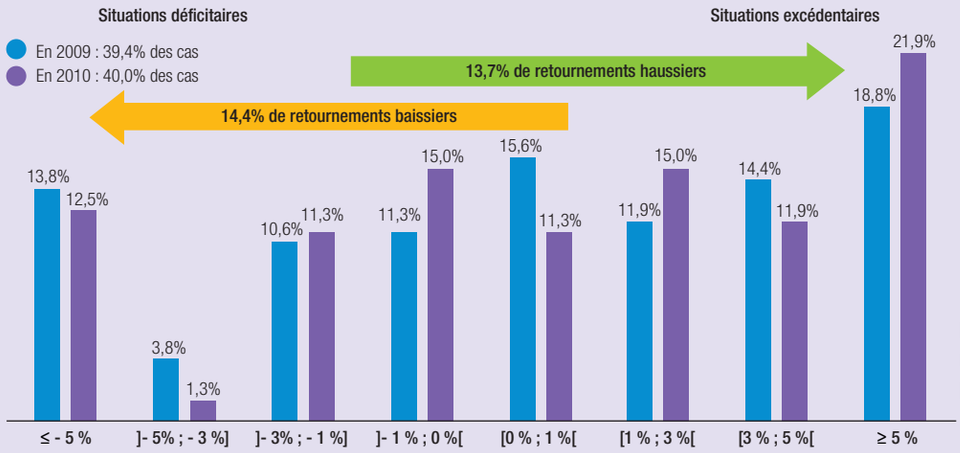


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES SSIAD - SPASAD (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 0,56 % en 2009, puis 0,76 % en 2010.

LES ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) - Participation : 23,4 %

LES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION DES EHPAD répondants se sont développés à un rythme soutenu en 2010 *(Figure 2)*. L'évolution du budget provient majoritairement du développement des charges de personnel. Ce poste de dépenses a progressé de 4,1 % sur la section hébergement, de 5,5 % pour la dépendance et surtout de 7,5 % sur la section soins *(Tableau 1)*.

Du point de vue des ressources, les recettes supplémentaires des groupes 2 et 3 ont procuré presque 1 point de croissance du CA, en complément d'une hausse de 4,9 % des produits de la tarification. Cette croissance dynamique reste pourtant en-deçà de celle des charges et, au terme de l'exercice 2010, chacune des sections tarifaires présente des résultats moyens en baisse par rapport à 2009. Les déficits des sections hébergement et dépendance s'aggravent et représentent respectivement - 0,7 et - 1,5 % des CA correspondants en 2010, ce qui n'est pas le cas de la section soins. Les situations de déficit sont plus fréquentes qu'en 2009 et concernent presque 37 % de l'échantillon à fin 2010 *(Figure 3)*.

En ce qui concerne les déterminants de la dotation-cible, 178 EHPAD ont transmis l'évaluation du degré de dépendance de leurs résidents. Concrètement, presque la moitié des journées réalisées concernait des résidents de GIR 1 ou 2, et 55 % des participants disposaient d'une coupe PATHOS validée à fin 2010, ce qui est en retrait des tendances nationales. En effet, le Comité technique des référentiels AGGIR et PATHOS *(source CNSA, mai 2011)* précise que sur les 75 % d'EHPAD de métropole qui disposent d'une coupe validée, les GMP et PMP moyens sont de 690 et 180 points pour 2010. Selon la CNSA, l'écart entre les PMP validés par les médecins des ARS et ceux estimés par les médecins coordonnateurs est de - 23 points en moyenne en 2010. Dans notre échantillon, une certaine déconnexion semble effectivement persister entre ces deux mesures.

Sur les 178 EHPAD observables, 66 sont en situation de convergence tarifaire au 31/12/2010 *(Tableau 5)*. Toutes situations confondues, le taux de dépassement médian est de 8,9 % de la dotation-cible. Les EHPAD disposant du tarif le plus avantageux se caractérisent par un taux de dépassement médian de 2,7 %, nettement en retrait de ce que l'on observe dans les autres configurations possibles. Pour les 66 EHPAD concernés, l'impact de la convergence tarifaire représenterait une perte potentielle de - 0,9 % de CA, avant négociations pour l'exercice 2011.

Le groupe des Non EHPAD est composé de logements-foyers, de domiciles collectifs et d'accueils de jours autonomes, non conventionnés, en effectifs peu nombreux et diversifiés, ne permettant pas d'étude catégorielle fouillée. Les résultats de ces établissements sont présentés à titre indicatif afin de permettre aux participants de se positionner.

Tableau 2 TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
EHPAD	11,3 %	9,9 %	2,3 %	2,3 %
non EHPAD	3,5 %	5,0 %	1,5 %	1,4 %

Note : *172 EHPAD et 18 non EHPAD ont déclaré avoir investi au cours de cette période.*

Tableau 3 LES TARIFS MOYENS EN VIGUEUR EN 2010 (€)

	Tarif dépendance GIR 1-2	Tarif dépendance GIR 3-4	Tarif dépendance GIR 5-6	Tarif hébergement
France métropolitaine hors IDF (172)	19,53	12,40	5,26	51,47
Ile-de-France (17)	21,12	13,43	5,71	67,41
DOM - TOM (5)	22,50	13,25	6,08	78,89
France entière (194)	**19,75**	**12,51**	**5,32**	**53,63**

Tableau 4 INDICATEURS MOYENS EN FONCTION DE LA DÉPENDANCE DES RÉSIDENTS EN 2010

		Taux d'encadrement (ETP)	Coût à la place (€)
GMP < 450	(12)	45,17	31 074
450 ≤ GMP < 600	(33)	51,61	33 911
600 ≤ GMP < 700	(54)	57,46	36 744
700 ≤ GMP < 800	(62)	61,57	41 447
GMP ≥ 800	(18)	71,29	45 495

Figure 1 DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS

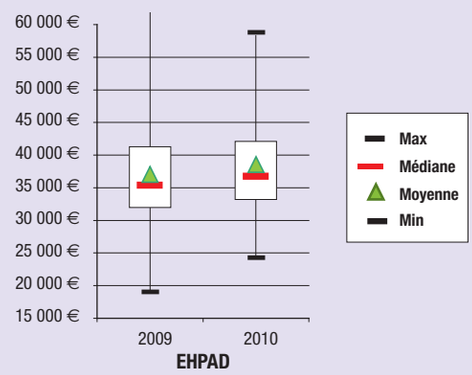
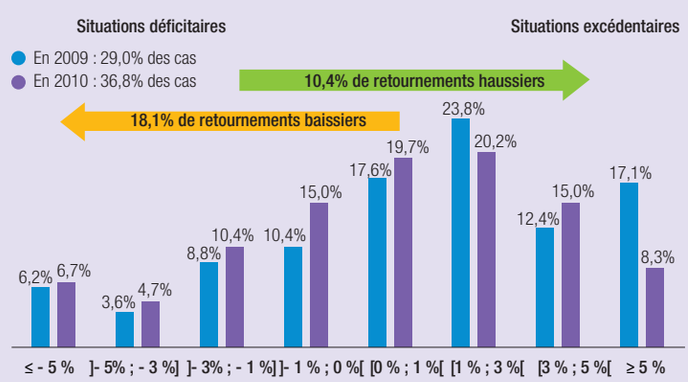


Figure 3 DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES EHPAD (Résultat / CA)



Performance budgétaire médiane : 1,31% en 2009, puis 0,52 % en 2010.

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	EHPAD		non EHPAD	
	Participants 207	**Capacité moyenne 86**	**Participants 21**	**Capacité moyenne 55**
	2009	**2010**	**2009**	**2010**
Croissance moyenne des places installées		+ 2,06 %		+ 2,35 %
Nombre moyen et évolution des ETP		52,00 (+ 4,23 %)		10,96 (+ 7,21 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	56,00	58,04	18,31	20,3
dont section hébergement	23,32	23,78		
dont section dépendance	11,93	12,44		
dont section soins	20,75	21,82		
Salaire médian brut (€)	25 676	26 360	24 302	24 663
Coût par place médian (€)				
France entière	35 416	36 843	17 739	17 247
dont section hébergement	19 160	19 771		
dont section dépendance	4 894	5 105		
dont section soins	11 362	11 967		
France métropolitaine hors Ile-de-France (183)	34 408	36 235		
Ile-de-France (18)	45 554	48 458		
CA par place médian - France entière (€)	35 705	38 029	18 094	17 201
dont section hébergement	19 081	20 252		
dont section dépendance	4 842	5 183		
dont section soins	11 782	12 594		
Part des structures déclarant de la sous-traitance	73,4 %	76,4 %	36,8 %	57,9 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	43,0 %	43,1 %	78,5 %	60,4 %
Taux d'activité médian		97,1 %		98,8 %
Part des structures locataires		49,5 %		71,4 %
Part des structures sous CPOM		7,5 %		aucune

Figure 2 **EXERCICE 2010 DES EHPAD - Charges d'exploitation** (+ 6,3% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+ 5,5% en valeur / 2009)

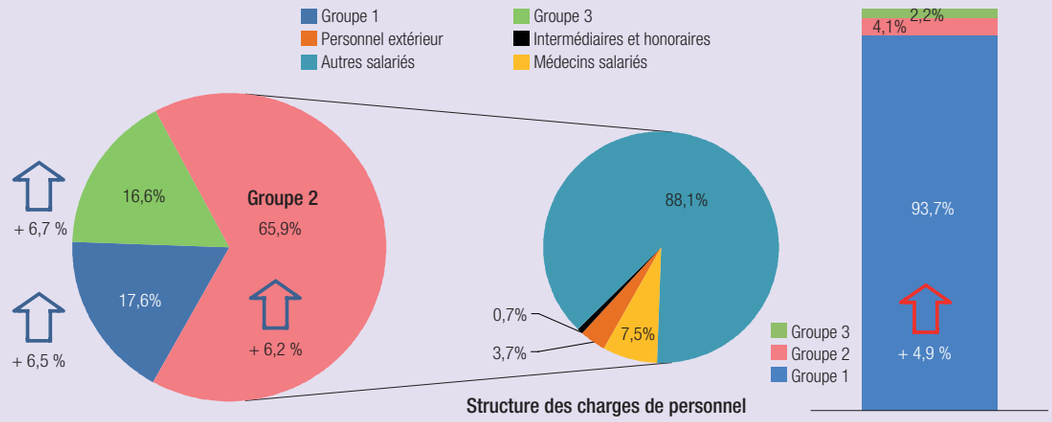


Tableau 5 **IMPACT DE LA RÉFORME. . .**	pour l'ensemble de l'échantillon			EHPAD en convergence tarifaire en 2011	
	Résultat / CA en % médian de la section soins hors CNR	Part des sections soins déficitaires en 2010	Participants en dépassement de la dotation-cible en 2010	Part des déficitaires sur la section soins en 2010 (résultat / CA en % moyen)	Taux de dépassement médian de la dotation-cible 2010
Tarif Global avec PUI (38)	0,21 %	42,1 %	39,5 %	13,2 % (- 0,72 %)	2,71 %
Tarif Global sans PUI (25)	2,98 %	20,0 %	16,0 %	4,0 % (- 0,25 %)	14,56 %
Tarif Partiel avec PUI (8)	0,13 %	37,5 %	75,0 %	37,5 % (- 4,40 %)	13,46 %
Tarif Partiel sans PUI (107)	1,39 %	27,1 %	38,3 %	7,5 % (- 4,75 %)	9,71 %
EHPAD ≤ 80 places (74)	**0,50 %**	**31,1 %**	**37,8 %**	**9,4 % (- 1,72 %)**	**9,41 %**
EHPAD > 80 places (104)	**2,18 %**	**28,8 %**	**36,5 %**	**9,6 % (- 2,18 %)**	**7,67 %**
Ensemble des participants (178)	**1,19 %**	**29,8 %**	**37,1 %**	**9,5 % (- 2,10 %)**	**8,89 %**

Clé de lecture : *parmi les 107 EHPAD en Tarif partiel sans PUI, le résultat médian de la section soins atteint 1,39 % du CA . 27,1 % d'entre eux ont une section soins déficitaire. 38,3 % des EHPAD dépassent leur dotation-cible fin 2010, avec un écart médian de 9,71 %. Dans ce groupe, 7,5 % sont déficitaires, avec un résultat moyen de - 4,75 % du CA soins.*

LES INSTITUTS MÉDICO-EDUCATIFS (IME)
Participation : 48,9 %

LES INSTITUTS THÉRAPEUTHIQUES ET D'ENSEIGNEMENT PÉDAGOGIQUE (ITEP)
Participation : 41,7 %

L'ÉCHANTILLON D'IME participants présente une taille moyenne comparable à celle de l'ensemble des IME adhérents. Il est composé pour un tiers d'établissements fonctionnant en externat et témoigne de quelques extensions de capacité en 2010. Le taux d'encadrement médian progresse légèrement, surtout en cas d'absence de places d'internat *(Tableau 1)*.

Par rapport à 2009, les IME ont connu une croissance équilibrée et relativement modérée (moins de 1%) de leurs charges et de leurs produits *(Figure 2)*. C'est la baisse importante des charges de structure et des pertes de recettes de groupes 2 et 3 qui l'explique. On constate une certaine tension sur l'exercice budgétaire qui affaiblit légèrement la performance de ces structures, de 1,7% en 2009 à 1,6% du CA en 2010, tout en restant majoritairement bénéficiaires *(Figure 3)*. A fin 2010, 1 IME sur 5 est déficitaire, en tenant compte du jeu des retournements de tendance budgétaire, seuls 5% des répondants ont réalisé des pertes répétées.

En ce qui concerne les ITEP, la taille de l'échantillon disponible est réduite, de sorte que les indicateurs présentés sont nécessairement influencés par des situations particulières et donc à relativiser *(Tableau 1)*. A capacité inchangée, il y a eu presque 3% d'ETP salariés en moins (cette tendance était déjà soulignée l'an passé). 14% des participants ont clôturé l'exercice 2010 en déficit.

Figure 1 **DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS**

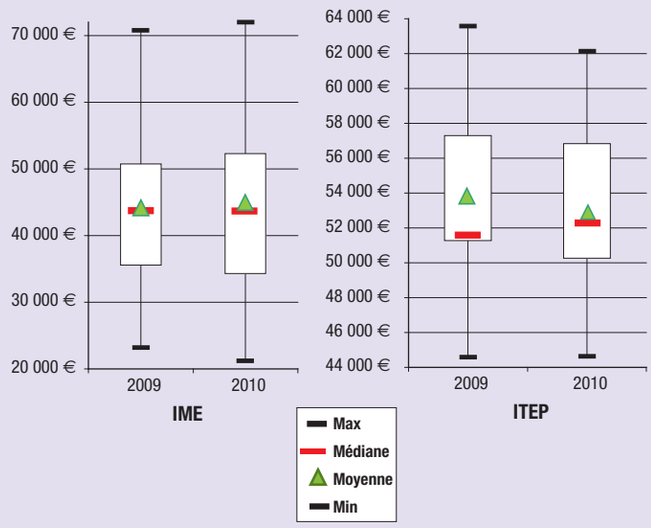


Tableau 2 **TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)**

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
IME	5,5 %	7,3 %	2,2 %	2,1 %
ITEP	4,2 %	6,0 %	1,0%	0,8%

Note : *39 IME et 13 ITEP ont déclaré avoir investi au cours de cette période.*

Tableau 1
LES PRINCIPAUX INDICATEURS

	IME		ITEP	
	Participants 44	Capacité moyenne 59	Participants 15	Capacité moyenne 49
	2009	2010	2009	2010
Croissance moyenne des places installées		+ 1,12 %		stable
Nombre moyen et évolution des ETP		37,80 (+ 2,95 %)		35,98 (- 2,97 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	61,87	63,31	75,71	71,42
avec places d'internat	69,63	66,67		
sans internat	53,48	57,38		
Salaire médian brut (€)	29 997	30 649	31 064	30 489
Coût par place médian (€)				
France entière	43 703	43 697	51 515	52 246
avec places d'internat	45 565	43 804		
sans internat	43 336	42 848		
France métropolitaine hors Ile-de-France (31)	40 460	40 542		
Réunion (10)	44 070	43 591		
CA par place médian - France entière (€)	44 089	43 781	53 166	53 531
Part des structures déclarant de la sous-traitance	90,9 %	100,0 %	50,0 %	85,7 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	21,8 %	25,1 %	20,5 %	24,0 %
Taux d'activité médian		93,3 %		92,0 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		69		61
Part des structures locataires		18,4 %		27,3 %
Part des structures sous CPOM		50,0 %		35,7 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 DES IME - Charges d'exploitation** (+ 0,7% en valeur / 2009)

Produits d'exploitation (+ 0,4% en valeur / 2009)

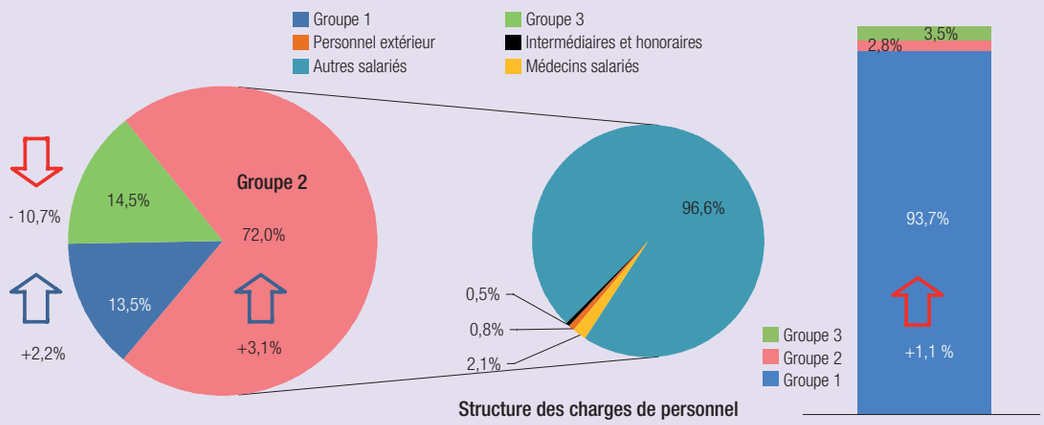
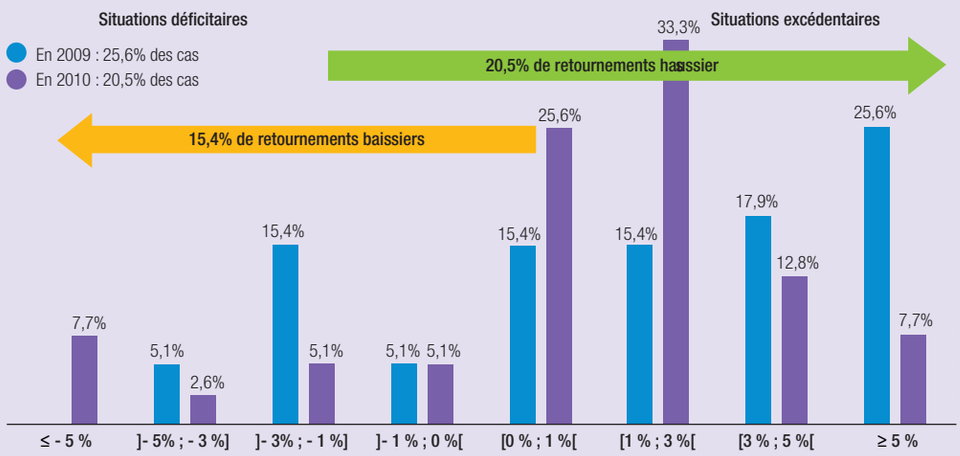


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES IME (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 1,72 % en 2009, puis 1,59 % en 2010.

LES INSTITUTS D'EDUCATION MOTRICE (IEM), INSTITUTS D'EDUCATION SENSORIELLE (IES) - Participation : 54,0 %

LES ETABLISSEMENTS POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS POLYHANDICAPÉS (EEAP) Participation : 30,3 %

LES IEM-IES PARTICIPANTS ONT CONNU UNE DIMINUTION DE LEUR BUDGET ET DE LEUR CA en 2010, d'une ampleur presque identique. Les réductions d'ETP salariés ont minoré le développement des charges de personnel, de sorte, qu'à fin 2010, c'est la baisse des charges de structure qui explique l'essentiel de la diminution du budget *(Tableau 1, Figure 2)*. Les IEM-IES ont presque perdu un point de CA sur les produits de l'activité facturée. Les fermetures de places, ainsi qu'un taux d'activité un peu plus faible que celui observé lors des enquêtes précédentes ne constituent pas un environnement favorable à cet égard.

Alors que presque la moitié de l'échantillon était déficitaire en 2009, cette situation ne concerne plus qu'un tiers des réponses en 2010 *(Figure 3)*. Toutefois, un établissement sur 4 environ a réalisé des pertes répétées sur la période et, dans la moitié des cas, de façon aggravée.

Le nombre d'EEAP ayant transmis leurs données restant faible, les résultats de ces établissements sont communiqués à titre indicatif afin de permettre aux participants de se positionner, mais ne peuvent être généralisés *(Tableau 1)*. La FEHAP comptait 33 structures adhérentes de ce type lors du lancement de l'enquête et il reste difficile d'obtenir davantage de participations. Dans la majorité des cas, les EEAP répondants ont réalisé un moins bon résultat en 2010 qu'au cours de l'exercice précédent.

Figure 1 **DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS**

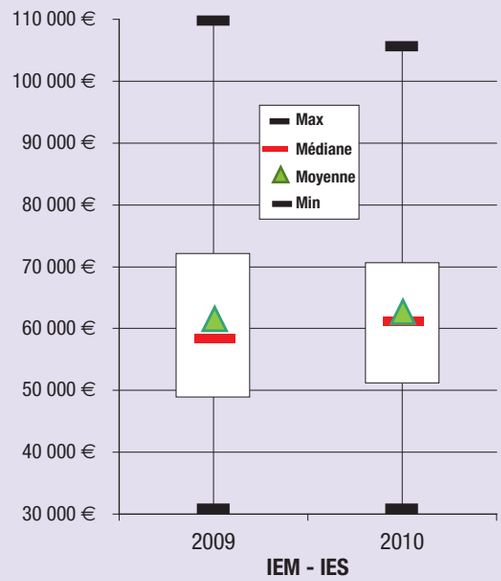


Tableau 2 **TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)**

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
EEAP	21,5%	31,0%		
IEM - IES	11,5%	13,1%	2,6%	2,3%

Note : *9 EEAP et 47 IME ont déclaré avoir investi au cours de cette période.*

Tableau 1
LES PRINCIPAUX INDICATEURS

	EEAP		IEM-IES	
	Participants 10	Capacité moyenne 32	Participants 47	Capacité moyenne 60
	2009	2010	2009	2010
Croissance moyenne des places installées		+ 4,73 %		- 1,37 %
Nombre moyen et évolution des ETP		42,84 (+ 1,70 %)		53,04 (- 0,67 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	140,45	138,85	85,63	87,05
avec places d'internat			90,92	91,31
sans internat			67,41	67,54
Salaire médian brut (€)	27 598	27 534	29 470	29 264
Coût par place médian (€) France entière	89 789	85 852	58 472	61 142
avec places d'internat			67 626	67 509
sans internat			45 477	49 368
France métropolitaine hors Ile-de-France (38)			57 868	59 896
Ile-de-France (7)			71 793	68 166
CA par place médian - France entière (€)	94 060	88 084	63 849	63 272
Part des structures déclarant de la sous-traitance	100,0 %	100,0 %	66,7 %	81,2 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	35,4 %	25,7 %	27,8 %	27,9 %
Taux d'activité médian		85,0 %		91,0 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		39		66
Part des structures locataires		33,3 %		21,3 %
Part des structures sous CPOM		22,2 %		33,3 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 DES IEM-IES - Charges d'exploitation** (-0,8% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (-0,9% en valeur / 2009)

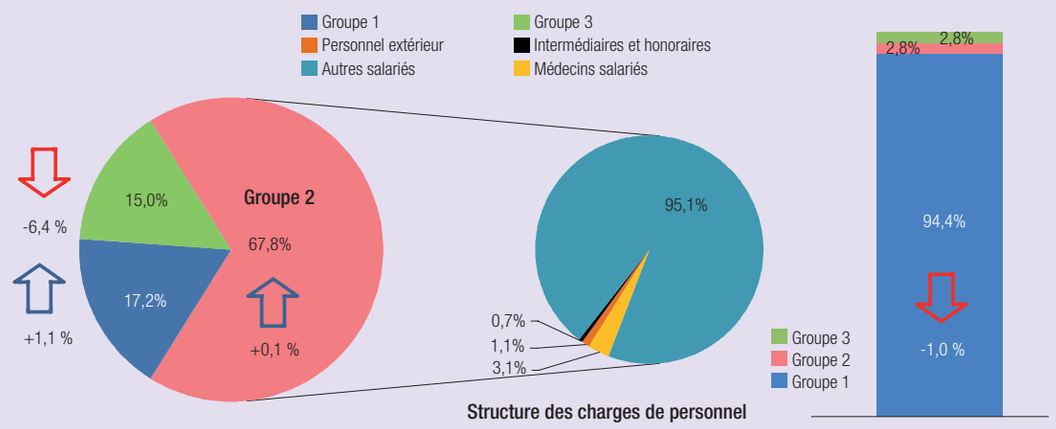
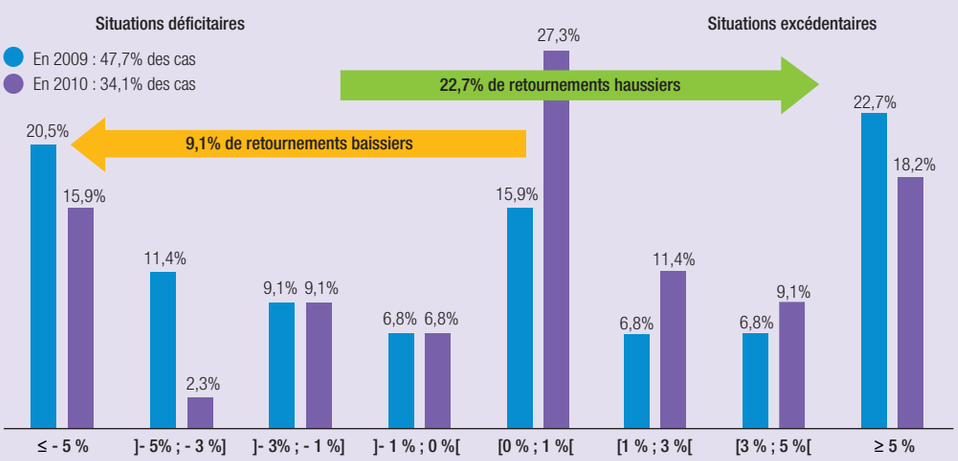


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES IEM - IES (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 0,18 % en 2009, puis 0,58 % en 2010.

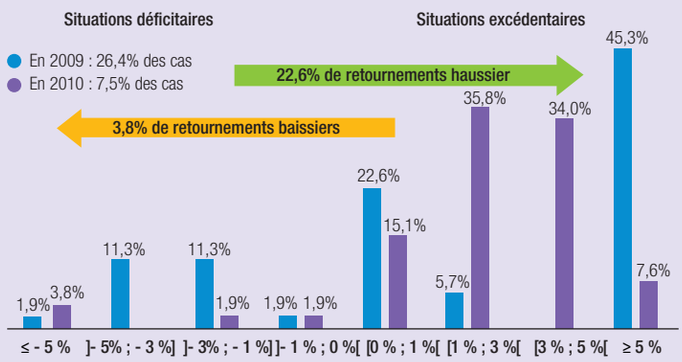
LES CENTRES D'ACTION MÉDICO-SOCIALE PRÉCOCE (CAMSP) - Participation : 52,4 %

LES CENTRES MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUES (CMPP) - Participation : 66,0 %

LA PERFORMANCE BUDGÉTAIRE MÉDIANE DES CAMSP participants a légèrement diminué en 2010 (3,8 % contre 4,0 % en 2009). Leurs charges d'exploitation se sont développées à un rythme deux fois plus élevé que leur CA en 2010 *(Figure 1)*. Compte tenu de la faible part des dépenses d'exploitation courante dans leur budget, c'est surtout l'évolution des charges de personnel qui est à l'origine de ce constat (+ 5,6 % sur ce poste, avec + 4,0 % d'ETP par rapport à 2009, *Tableau 1*). Dans le même temps, la réduction des charges de structure a été significative. En soi, la croissance des produits de tarification équilibrait bien ce niveau de dépenses supplémentaires. Cependant, les pertes de recettes de groupes 2 et 3 ont coûté 0,7 point de croissance du CA. Un peu plus de 10 % des services participants ont clôturé l'exercice 2010 en déficit. Mais, dans l'ensemble, un peu plus de la moitié (52 %) de l'échantillon a pu réaliser un meilleur résultat qu'en 2009.

Les CMPP ont connu, en revanche, une nette diminution de leur CA avec, notamment, une chute de plus de 5 % des produits de groupe 1 *(Figure 2)*. L'augmentation du groupe 3 n'a permis de compenser que 15 % de ces pertes de recettes par rapport à 2009. Les charges d'exploitation se sont également réduites, dans une moindre mesure toutefois. Avec une croissance relativement modérée des charges de personnel, c'est en grande partie la baisse importante des charges de structure qui explique ce résultat. En dépit de ce contexte, la proportion de CMPP déficitaires s'est réduite à 7,5 % des services participants à fin 2010. L'amélioration de leur situation d'ensemble est visible dans la *Figure 3* avec, notamment, une raréfaction des cas de déficits au-delà de - 1 % de CA en 2010.

Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES CMPP (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 1,13 % en 2009, puis 2,17 % en 2010.

Tableau 2 **TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)**

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
CAMSP	7,3 %	5,3 %	2,7 %	1,0 %
CMPP	6,7 %	3,2 %	0,9 %	1,2 %

Note : *21 CAMSP et 61 CMPP ont déclaré avoir investi au cours de cette période.*

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	CAMSP		CMPP	
	Participants 22	Capacité moyenne ND	Participants 62	Capacité moyenne ND
	2009	2010	2009	2010
Nombre moyen et évolution des ETP		11,95 (+ 4,03 %)		7,98 (- 0,57 %)
Salaire médian brut (€)	34 083	34 222	34 004	33 866
Part des structures déclarant de la sous-traitance	22,7 %	40,9 %	14,8 %	32,8 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	14,6 %	26,9 %	37,3 %	30,5 %
Taux d'activité médian		100,0 %		99,4 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		213		461
Part des structures locataires		61,9 %		29,5 %
Part des structures sous CPOM		63,6 %		55,7 %

Figure 1 **EXERCICE 2010 DES CAMSP - Charges d'exploitation** (+1,5% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+ 0,7% en valeur / 2009)

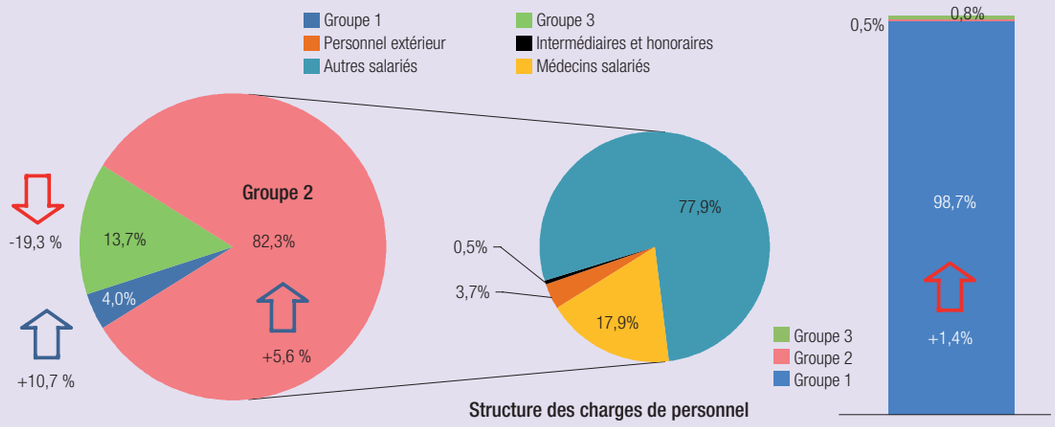
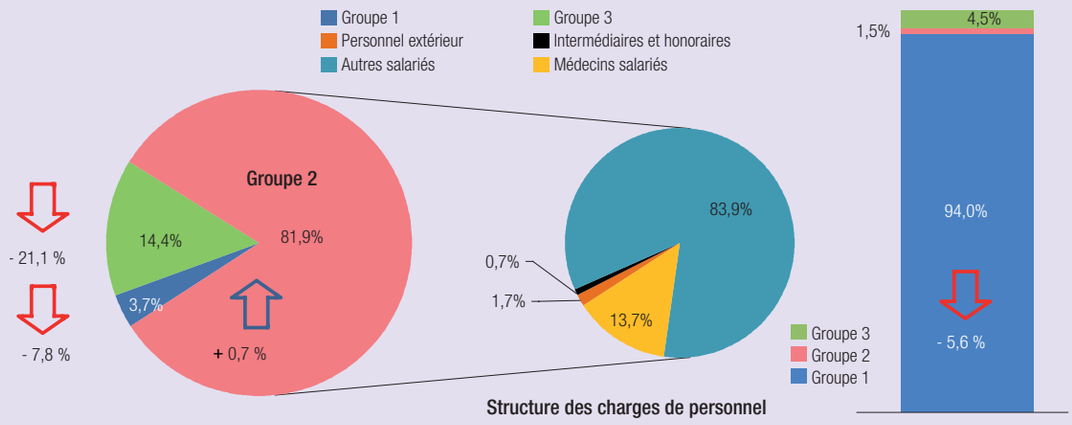


Figure 2 **EXERCICE 2010 DES CMPP - Charges d'exploitation** (-3,5% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (-4,6% en valeur / 2009)



LES SERVICES D'EDUCATION ET DE SOINS SPÉCIALISÉS A DOMICILE (SESSAD)
Participation : 45,3 %

A FIN 2010, LES SESSAD DE NOTRE ÉCHANTILLON ont été confrontés à un différentiel de croissance légèrement défavorable entre leur CA (+0,7 %) et les charges correspondantes (+1,0%, *Figure 2*). L'essentiel de l'évolution du budget est dû à l'augmentation des charges de personnel (+ 1,7% par rapport à 2009).

En 2010, ces services ont poursuivi leur développement avec un peu plus de 2% de places supplémentaires et des recrutements d'ETP salariés *(Tableau 1)*, cette tendance ayant été mise en évidence au cours des deux dernières éditions de cette enquête. La baisse des dépenses de structure a permis de contenir l'évolution globale des charges. Les coûts par place moyens ou médians restent très comparables entre les deux exercices *(Figure 1)*.

On constate une très légère baisse des produits de tarification par rapport à 2009. En réalité, la croissance du CA de ces services est constituée à 85% de recettes supplémentaires de groupe 3. Ces évolutions conduisent à une inflexion de la performance budgétaire médiane en 2010, à 2,1%, contre 2,9% en 2009. La *Figure 3* permet de l'expliquer avec, d'une part, une légère augmentation de la proportion de services déficitaires (19,2% des participants en 2010) et, d'autre part, des retournements de tendances budgétaires baissiers légèrement plus fréquents.

Figure 1 DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS

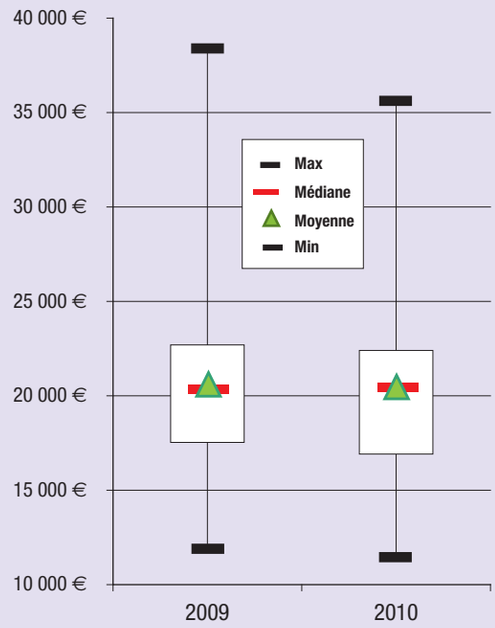


Tableau 2 TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)

Valeur moyenne		Valeur médiane	
2009	2010	2009	2010
2,8 %	2,6 %	0,8 %	0,7 %

Note : 52 SESSAD ont déclaré avoir investi au cours de cette période.

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	**Participants 77**	**Capacité moyenne 35**
	2009	**2010**
Croissance moyenne des places installées		+ 2,19 %
Nombre moyen et évolution des ETP		10,74 (+ 1,35 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	29,20	30,56
Salaire médian brut (€)	33 144	32 865
Coût par place médian (€)		
France entière	20 381	20 408
France métropolitaine hors Ile-de-France (63)	19 783	19 740
Ile-de-France (8)	21 665	21 888
CA par place médian - France entière (€)	20 748	21 207
Part des structures déclarant de la sous-traitance	71,4 %	81,8 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	33,6 %	36,0 %
Taux d'activité médian		96,0 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		35
Part des structures locataires		48,6 %
Part des structures sous CPOM		27,3 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 - Charges d'exploitation** (+ 1,0% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+0,7% en valeur / 2009)

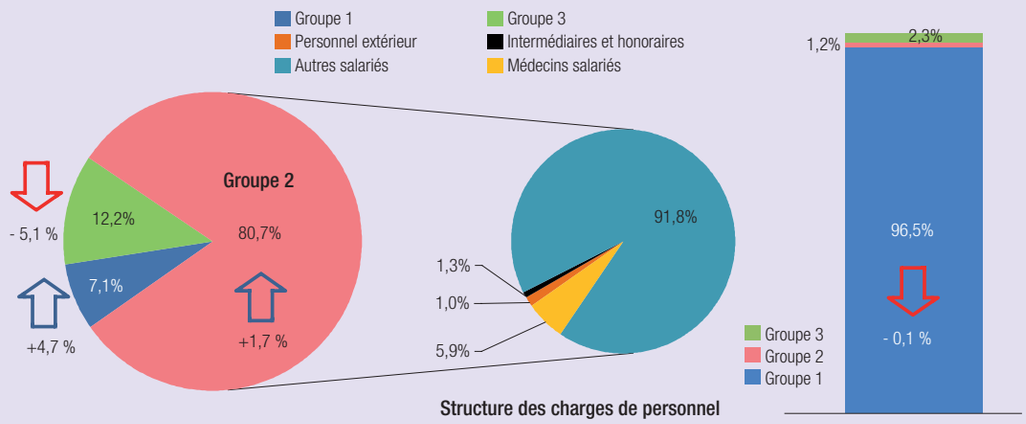
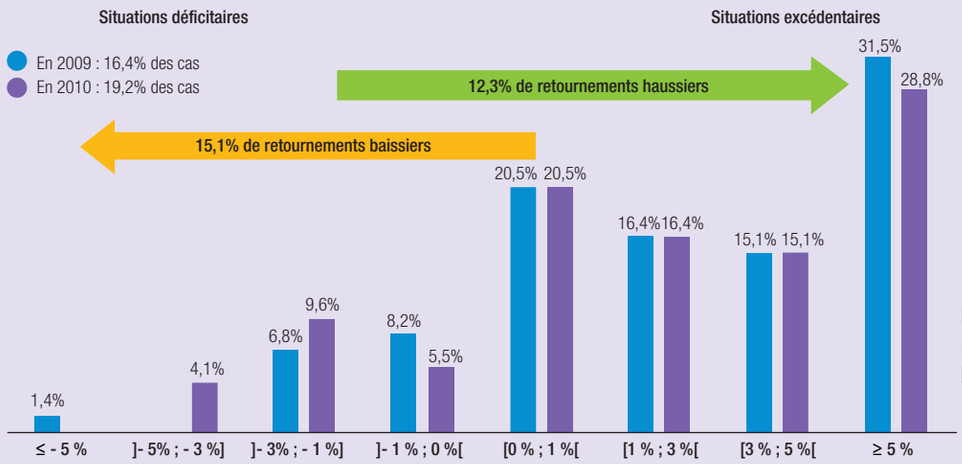


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 2,91 % en 2009, puis 2,13 % en 2010.

LES CENTRES DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE (CRP)
Participation : 57,6 %

L'ÉCHANTILLON DONT NOUS DISPOSONS EST COMPOSÉ DE CRP possédant 6 places de plus en moyenne que l'ensemble des adhérents. Pour ces établissements, les charges et produits d'exploitation ont progressé au même rythme en 2010, soit 1,3 % par rapport à 2009 *(Figure 2)*. Etant donnée la stabilité des charges de structure entre les deux exercices, l'augmentation du budget se décompose en 0,8 point de dépenses supplémentaires sur le groupe 1 et 0,5 point sur celles de groupe 2. L'augmentation des charges de personnel concerne majoritairement la rémunération des médecins qui progresse de 7,8 %. La faiblesse du taux de croissance de la rémunération des personnels non médicaux (+0,05 %) incite à penser que, soit les CRP participants ont pu bénéficier d'un effet GVT positif, via les embauches réalisées *(Tableau 1)*, soit ces recrutements se sont produits relativement tardivement dans l'exercice, limitant ainsi leur coût réel en année pleine. On note une très légère progression des produits de tarification, à mettre en perspective avec la faiblesse du taux d'activité médian (comparativement aux tendances observées au cours des enquêtes précédentes) et, dans une moindre mesure, quelques fermetures de places. L'essentiel de la croissance du CA s'explique par des recettes nouvelles de groupe 3 (0,9 point sur les 1,3 % constatés).

Ces évolutions aboutissent à une amélioration de la performance budgétaire médiane des participants avec, cependant, davantage de structures déficitaires qu'au terme de l'exercice précédent *(Figure 3)*. Les situations véritablement préoccupantes de pertes répétées sont heureusement peu fréquentes, elles concernent 3 % des cas. 40 % des réponses obtenues font état d'un meilleur résultat budgétaire en 2010, ils se retrouvent majoritairement dans la tranche des excédents compris entre 3 et 5 % de CA.

Figure 1 **DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS**

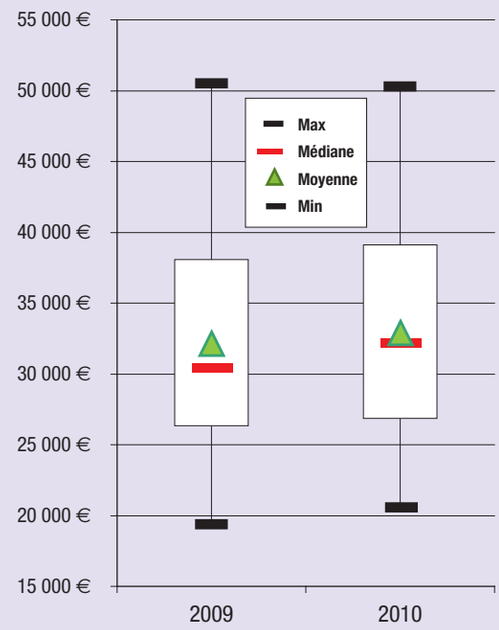


Tableau 2 **TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)**

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
CRP	10,2 %	14,2 %	2,5 %	3,7 %

Note : *31 CRP ont déclaré avoir investi au cours de cette période.*

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	**Participants 34**	**Capacité moyenne 91**
	2009	**2010**
Croissance moyenne des places installées		- 0,77 %
Nombre moyen et évolution des ETP		34,42 (+ 1,12 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	37,91	39,67
Salaire médian brut (€)	32 158	32 035
Coût par place médian (€)		
France entière	30 392	32 226
France métropolitaine hors Ile-de-France (28)	29 629	31 289
CA par place médian - France entière (€)	31 357	33 427
Part des structures déclarant de la sous-traitance	73,5 %	76,5 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	25,3 %	25,3 %
Taux d'activité médian		88,2 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		183
Part des structures locataires		37,0 %
Part des structures sous CPOM		14,7 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 - Charges d'exploitation** (+ 1,3% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+ 1,3% en valeur / 2009)

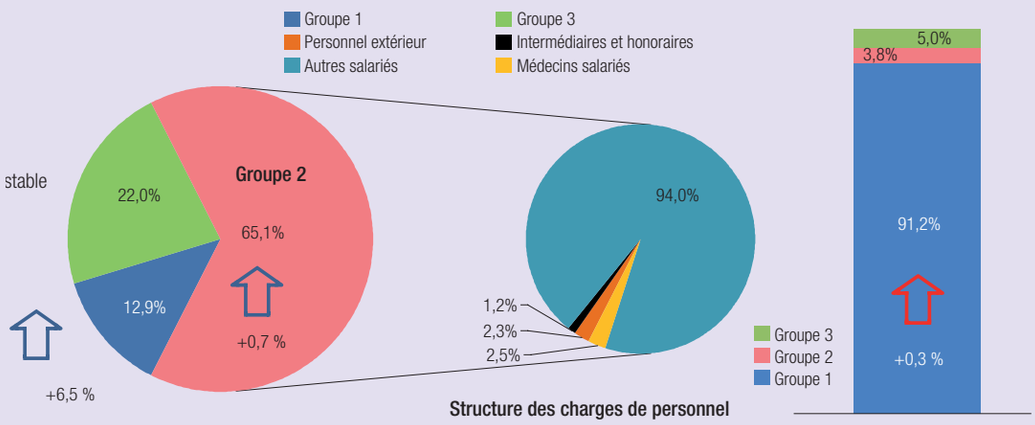
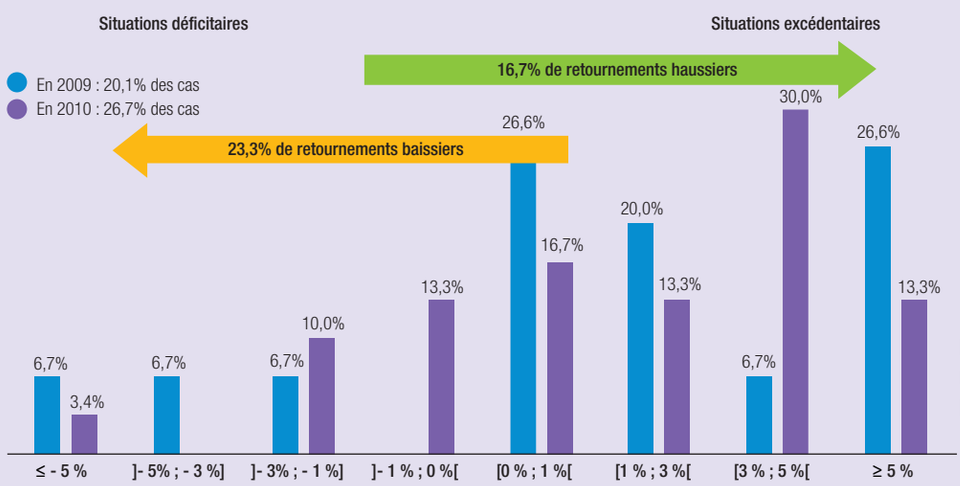


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 1,23 % en 2009, puis 2,75 % en 2010.

LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT À LA VIE SOCIALE (SAVS) - Participation : 33,0 %

LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL POUR ADULTES HANDICAPÉS (SAMSAH) - Participation : 44,1 %

DANS LA CONTINUITÉ DES TENDANCES DÉCRITES LES ANNÉES PRÉCÉDENTES, LES SAMSAH poursuivent leur développement à un rythme soutenu. Les participants disposent d'une capacité installée moyenne en hausse de plus de 10 % par rapport à fin 2009 (également plus élevée que la moyenne des services adhérents) et ont salarié plus de 5% d'ETP supplémentaires en 2010 *(Tableau 1)*, soit environ un mi-temps de plus par service en moyenne.

Le fait majeur de l'exercice 2010 est une chute de 3,7 % de leur CA qui coïncide avec une réduction minime du budget correspondant *(Figure 2)*. La croissance des charges de personnel reste modérée et, surtout, la réduction des charges de groupe 1 est d'un montant équivalant à l'intégralité des dépenses nouvelles réalisées sur les deux autres groupes. En 2010, la structure des charges de personnel s'est modifiée avec l'augmentation de la part de la rémunération des médecins de 2,9 points par rapport à 2009. La rémunération des personnels non médicaux a diminué de 1,6 %. On peut penser que les recrutements opérés courant 2010 ont contribué à rajeunir la structure des salariés et ainsi venir atténuer l'augmentation du groupe 2.

La baisse du CA est presque entièrement due à la baisse des produits de groupe 1. Au terme de l'exercice 2010, la performance budgétaire perd environ 3 points par rapport à 2009 et atteint 9,1 %. 17 SAMSAH nous ont transmis la ventilation exhaustive de leurs données en sections tarifaires, sur les deux exercices. Elles démontrent que les recrutements d'ETP ont davantage concerné la section hébergement, c'est ce budget qui commence à se tendre avec une performance de 4,2 % en 2010 contre 11,8 % en 2009.

Avec un excellent taux d'activité en 2010, les **SAVS** participants bénéficient d'une croissance plus élevée de leur CA avec, notamment, des produits de tarification qui augmentent de 7,6 % *(Figure 3)*. Ceci est d'autant plus remarquable que des pertes de recettes de groupe 2 ont coûté un point de croissance du CA. En comparaison, les charges d'exploitation se sont moins rapidement développées. Bien que chacun des groupes ait augmenté, la progression des charges de personnel est à l'origine de presque 72 % de celle du budget. Un tiers des dépenses nouvelles constatées sur le groupe 2 est consacré en rémunération de salariés. On note également une augmentation sensible du recours aux personnels extérieurs.

L'amélioration de la performance budgétaire des SAVS atteste que l'exercice 2010 aura été majoritairement plus favorable que le précédent *(Figure 4)*. Tout à l'inverse des SAMSAH participants, pour qui, dans plus de 70 % des cas, les résultats se sont détériorés en 2010.

Tableau 2 TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
SAMSAH	2,4 %	18,5 %	1,1 %	0,3 %
SAVS	10,1 %	4,2 %	1,4 %	1,0 %

Note : 15 SAMSAH et 23 SAVS ont déclaré avoir investi au cours de cette période.

Figure 1 DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS

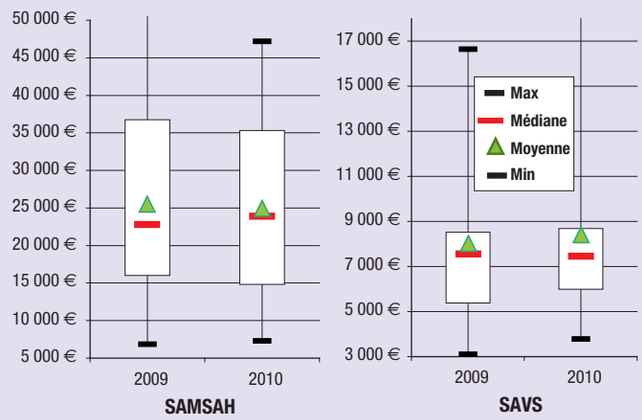
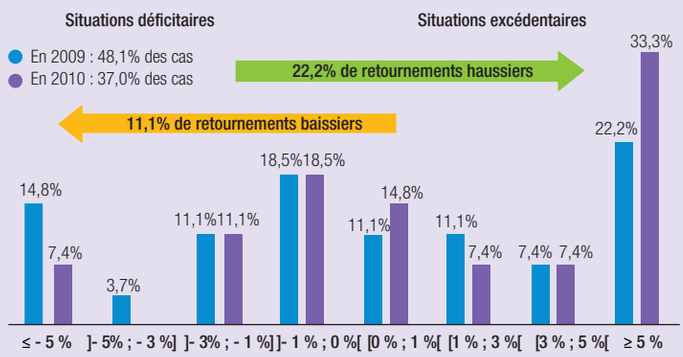


Figure 4 DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES SAVS (Résultat / CA)



Performance budgétaire médiane : 0,07 % en 2009, puis 0,89 % en 2010.

Tableau 1
LES PRINCIPAUX INDICATEURS

	SAMSAH		SAVS	
	Participants 26	Capacité moyenne 31	Participants 34	Capacité moyenne 51
	2009	2010	2009	2010
Croissance moyenne des places installées		+ 10,65 %		+ 0,44%
Nombre moyen et évolution des ETP		9,63 (+ 5,21 %)		6,99 (+ 0,29%)
Taux d'encadrement médian (ETP)	31,50	30,37	11,76	11,45
dont section hébergement	14,83	14,73		
dont section soins	16,67	15,64		
Salaire médian brut (€)	30 528	30 861	28 032	29 453
Coût par place médian (€)	22 652	24 046	7 541	7 482
dont section hébergement	10 590	11 734		
dont section soins	12 062	12 312		
CA par place médian (€)	27 610	27 952	7 528	7 742
dont section hébergement	12 941	12 998		
dont section soins	14 669	14 954		
Part des structures déclarant de la sous-traitance	61,9 %	66,7 %	25,8%	32,2 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	32,8 %	31,5 %	15,1%	19,6 %
Taux d'activité médian		96,8 %		99,1 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		37		62
Part des structures locataires		80,0 %		66,7 %
Part des structures sous CPOM		19,0 %		9,7 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 DES SAMSAH - Charges d'exploitation** (-0,1% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (-3,7% en valeur / 2009)

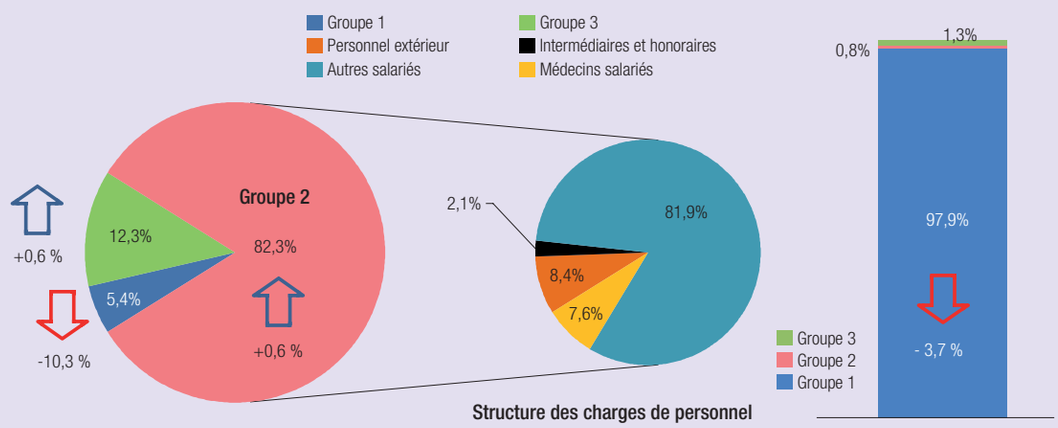
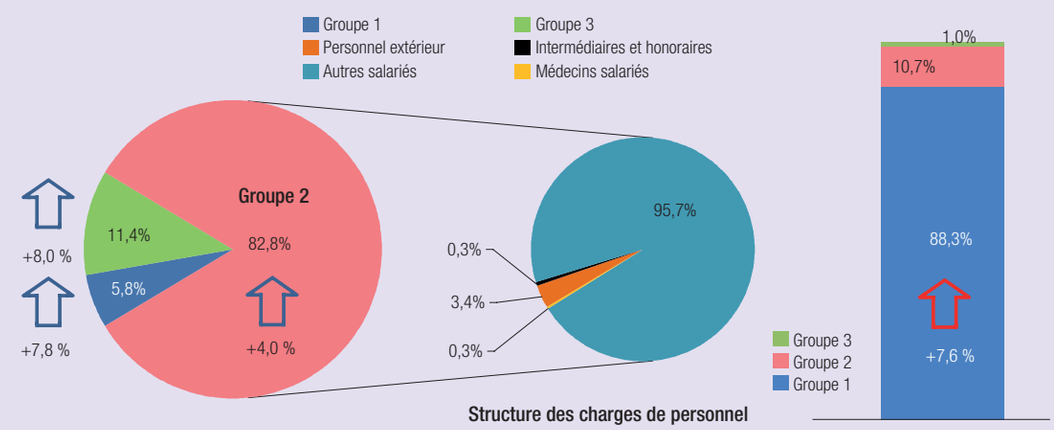


Figure 3 **EXERCICE 2010 DES SAVS - Charges d'exploitation** (+4,6% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+5,8% en valeur / 2009)



LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT)
Participation : 32,7 %

L'EXERCICE 2010 S'EST CARACTÉRISÉ PAR UNE CROISSANCE ÉQUILIBRÉE DES CHARGES ET DES PRODUITS, de 8,5 % par rapport à 2009 *(Figure 2)*. Ce taux élevé s'explique par les besoins induits par la poursuite des extensions de capacité avec maintien du niveau d'encadrement *(Tableau 1)*, mais également par le fait qu'un peu plus de 20 % des participants nous ont signifié avoir contracté un CPOM. De ce fait, certains d'entre eux ont fait l'objet de rebasage budgétaire.

Les charges de structure supplémentaires ont procuré à elles seules 7 points de croissance du budget, les charges de personnel évoluant de façon relativement modérée (+1,8 % par rapport à 2009).

L'évolution des produits de groupes 1 et 2 a généré environ 2,7 points de croissance du CA. C'est encore le groupe 3 qui a déterminé le cœur de la tendance avec des recettes supplémentaires qui fournissent environ 70 % de l'augmentation du CA.

Si, globalement, 58 % des ESAT ont obtenu un meilleur résultat en 2010, leur performance budgétaire médiane a peu varié et reste à un niveau très proche de l'équilibre. Ceci révèle des difficultés récurrentes pour au moins la moitié des répondants *(Figure 3)*.

Le *Tableau 3* décrit la répartition du public accueilli par ces ESAT en fonction de la typologie retenue dans le cadre de la réforme des tarifs-plafonds. 46 ESAT totalisant 4 074 usagers en 2010 nous ont fourni ces informations. On constate, qu'en 2009 comme en 2010, cette ventilation est stable et, de ce fait, aucun ESAT de l'échantillon n'a connu de changement de tarif opposable entre les deux années. Presque 92 % des participants restent au tarif de référence de 12 840 € annuels par place à fin 2010. Conformément à la circulaire n° DGAS/3B/5B/2009/310 du 9 octobre 2009, le coût net à la place s'apprécie à partir des charges brutes reconductibles, diminuées des recettes atténuatives. C'est ce coût qui doit ensuite être comparé au tarif opposable pour se positionner dans la réforme. 48 ESAT sur les 50 participants nous ont communiqué les informations nécessaires pour examiner leur situation en termes de dépassements *(Figure 4)*. 8 établissements sont impactés par la réforme avec des taux de dépassement qui varient de 0,2 à 8,0 % du tarif opposable. Le taux moyen de dépassement qui en résulte est de 4,1 % en 2010 (contre 5,5 % à fin 2009) et, en ce qui les concerne, devrait engendrer en 2011 une réduction moyenne de 0,8 % de leurs dotations.

Soulignons enfin que presque la moitié des ESAT participants fait état de places fonctionnant à mi-temps. Elles peuvent représenter de 3 à 58 % de la capacité totale des structures, la moyenne étant autour de 13 % pour les ESAT concernés en 2010.

Tableau 2 TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)

Valeur moyenne		Valeur médiane	
2009	2010	2009	2010
7,3 %	3,8 %	3,1 %	1,2 %

Note : 46 ESAT ont déclaré avoir investi au cours de cette période.

Tableau 3 RÉPARTITION DES ADULTES ACCUEILLIS TARIFS-PLAFONDS OPPOSABLES DES ESAT PARTICIPANTS

Typologie retenue arrêtés du 28 sep. 2009 et du 03 août 2010	Répartition des usagers parmi les participants		Tarif associé dès lors que 70 % des usagers sont concernés (€)	ESAT concernés au 01/01/2011
	2009	2010		
Syndrome autistique	1,7 %	1,7 %	15 410	2,0 %
Infirmes moteurs cérébraux	0,6 %	0,4 %	16 050	0,0 %
Handicap résultant d'un traumatisme crânien, de toute lésion cérébrale	3,5 %	3,6 %	13 480	6,3 %
Altération d'une ou plusieurs fonctions physiques	6,3 %	6,3 %		
Autres situations	87,9 %	88,0 %	12 840	91,7 %

Figure 1 DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS

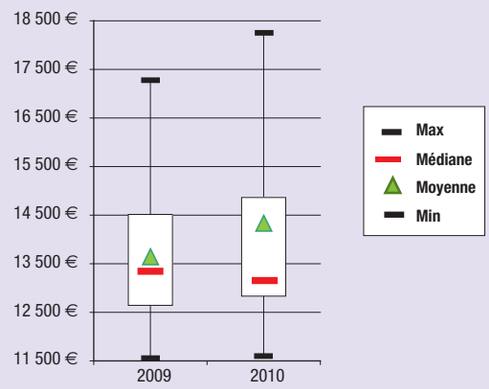
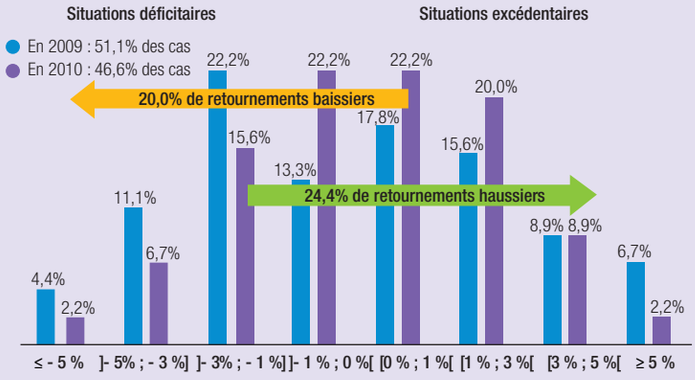


Figure 3 DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES (Résultat / CA)



Performance budgétaire médiane : - 0,08 % en 2009, puis 0,00 % en 2010.

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	**Participants 50**	**Capacité moyenne 81**
	2009	**2010**
Croissance moyenne des places installées		+ 3,05 %
Nombre moyen et évolution des ETP		16,51 (+ 1,34 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	20,33	20,29
Salaire médian brut (€)	31 323	31 793
Coût par place médian (€)		
France entière	13 355	13 159
France métropolitaine hors Ile-de-France (34)	13 303	13 023
Ile-de-France (12)	13 662	13 806
Coût net par place médian - France entière (€)	12 264	12 355
CA par place médian - France entière (€)	13 546	13 161
Part des structures déclarant de la sous-traitance	32,6 %	49,0 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	45,2 %	48,0 %
Taux d'activité médian		91,5%
Nombre moyen d'usagers accueillis		92
Part des structures locataires		27,3 %
Part des structures sous CPOM		22,5 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 - Charges d'exploitation** (+ 8,5% en valeur / 2009)

Produits d'exploitation (+ 8,5% en valeur / 2009)

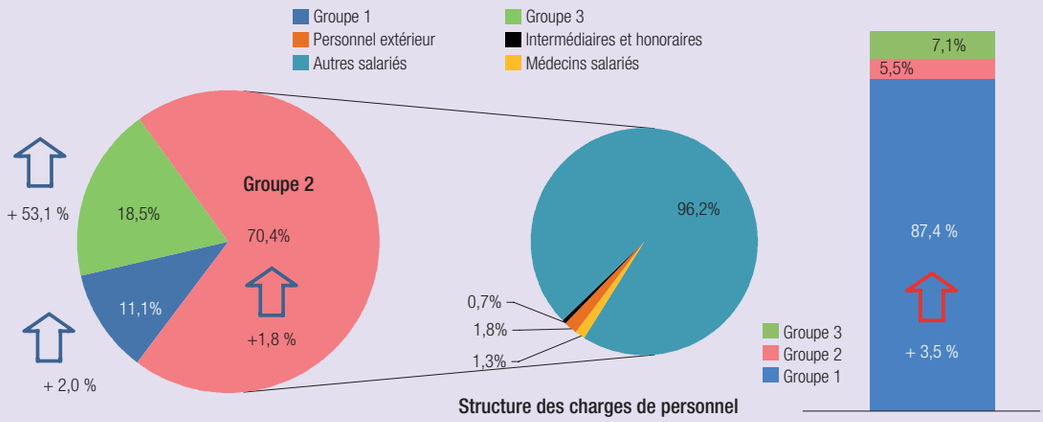
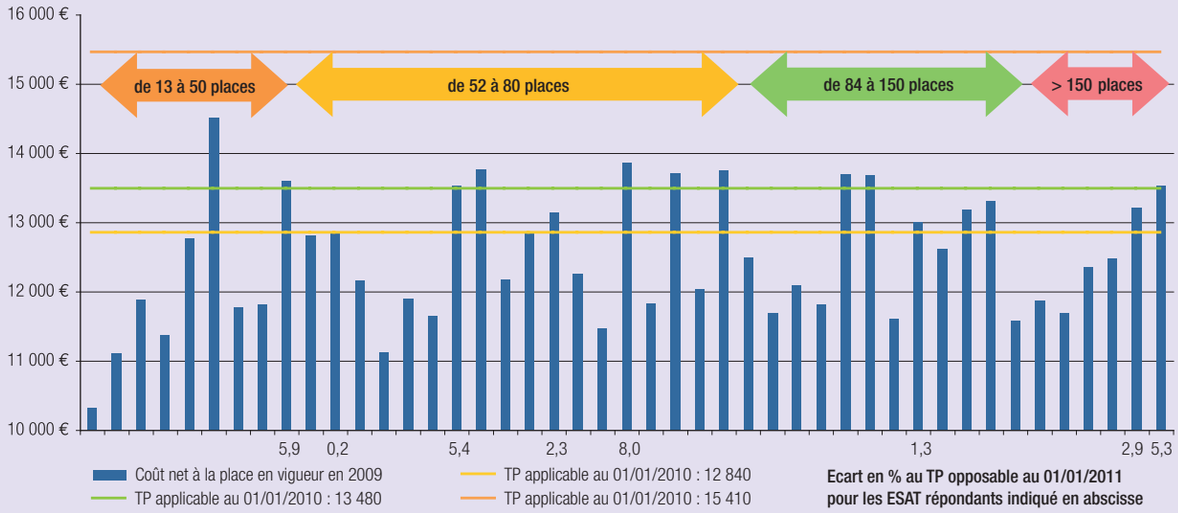


Figure 4 **COUTS NETS À LA PLACE EN VIGUEUR EN 2010 ET TARIFS-PLAFONDS OPPOSABLES**



A noter, en complément des cas signalés en abscisses, que 4 ESAT de La Réunion présentaient des dépassements du tarif opposable, résorbables une fois la majoration dans la limite de 20 % (prévue dans le décret de septembre 2009) prise en compte. 4 autres ESAT de France métropolitaine présentaient également des dépassements compris entre 3 et 7 % mais n'étaient pas concernés par la réforme dans la la mesure où ils avaient contracté un CPOM.

LES FOYERS D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS (FHBGT) ET FOYERS OCCUPATIONNELS (FO)

Participation : 32,3 %

EN 2010, PRESQUE UN TIERS DE LA CROISSANCE DU BUDGET DES FHBGT PROVIENT DES CHARGES DE STRUCTURE. Les dépenses de personnel supplémentaires représentent plus de la moitié de cette progression par rapport à 2009. Les Foyers participants ont en effet présenté quelques cas d'extension de capacité et 2,4 % d'ETP supplémentaires en moyenne en 2010, ce qui s'avère suffisant pour conserver un niveau d'encadrement similaire *(Tableau 1)*. L'évolution des produits de groupes 2 et 3 a joué un rôle relativement mineur dans le développement du CA puisque les produits de tarification en fournissent à eux seuls 4,5 points de croissance *(Figure 2)*. Etant donné que ce CA a progressé plus rapidement que les charges correspondantes, cette conjoncture favorable a permis une amélioration de la situation d'ensemble des FHBGT. Toutefois, ces progrès sont inégalement répartis sur l'échantillon : les phénomènes de retournements budgétaires à la hausse comme à la baisse concernent chacun plus de 11 % des cas, laissant la proportion de structures déficitaires inchangée entre les deux exercices, à 29 % des participants. La performance budgétaire médiane des FHBGT est de 1,4 % en 2010 contre 2,0 % à fin 2009.

LE BUDGET DES FO a diminué de 0,6 % par rapport à 2009. Les participants sont parvenus à réaliser un CA quasiment identique entre les deux exercices *(Figure 3)*. Les évolutions des charges de groupes 1 et 3 étant de sens contraire et de montant comparable, c'est la réduction du poste des charges de personnel qui explique principalement la baisse du budget. La diminution des ETP salariés en est bien sûr la cause première, on observe également une réduction des dépenses en personnels extérieurs en 2010. La légère baisse des produits de tarification (malgré un taux d'activité tout à fait correct) que l'on constate en 2010 a pu être pratiquement compensée par des recettes de groupe 3 mais surtout de groupe 2 supplémentaires. Un peu moins de 36 % des FO de l'échantillon sont déficitaires à fin 2010. Les situations de pertes cantonnées à - 3 % de CA sont aussi fréquentes en 2010 qu'en 2009, mais différemment réparties. Les cas d'excédents dépassant 1 % de CA sont en revanche plus nombreux, ce que mesure l'évolution favorable des performances budgétaires *(Figure 4)*.

Figure 1 DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS

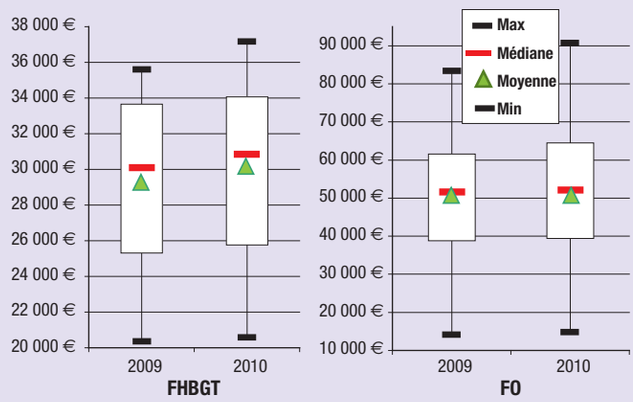
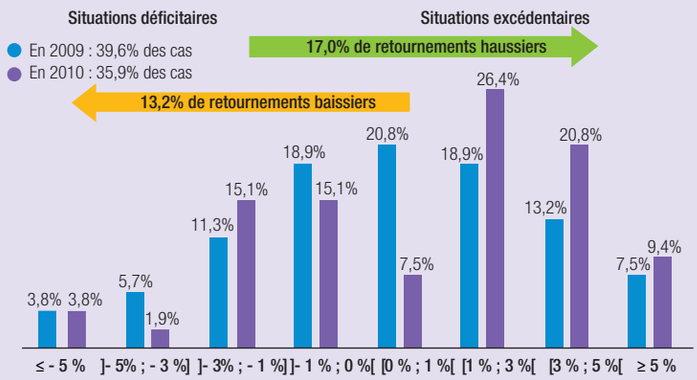


Tableau 2 TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)

Activité	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
FHBGT	10,4 %	13,1 %	4,0 %	1,8 %
FO	4,2 %	7,0 %	2,3 %	2,3 %

Note : 20 FHBGT et 51 FO ont déclaré avoir investi au cours de cette période.

Figure 4 DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES DES FO (Résultat / CA)



Performance budgétaire médiane : 0,30 % en 2009, puis 1,35 % en 2010.

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	FHBGT		FO	
	Participants 20	Capacité moyenne 53	Participants 57	Capacité moyenne 32
	2009	2010	2009	2010
Croissance moyenne des places installées		+ 1,91 %		+ 0,33 %
Nombre moyen et évolution des ETP		19,86 (+ 2,41 %)		26,54 (- 0,54 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	41,47	41,71	76,47	78,35
Salaire médian brut (€)	30 038	29 978	28 379	28 648
Coût par place médian (€)	30 085	30 854	51 689	52 489
CA par place médian (€)	30 225	30 950	51 185	52 370
Part des structures déclarant de la sous-traitance	80,0 %	95,0 %	73,7 %	84,2 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	35,9 %	34,6 %	36,0 %	35,9 %
Taux d'activité médian		85,3 %		94,4 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		52		32
Part des structures locataires		66,7 %		64,0 %
Part des structures sous CPOM		15,0 %		10,5 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 DES FHBGT - Charges d'exploitation** (+ 4,4% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+ 4,9% en valeur / 2009)

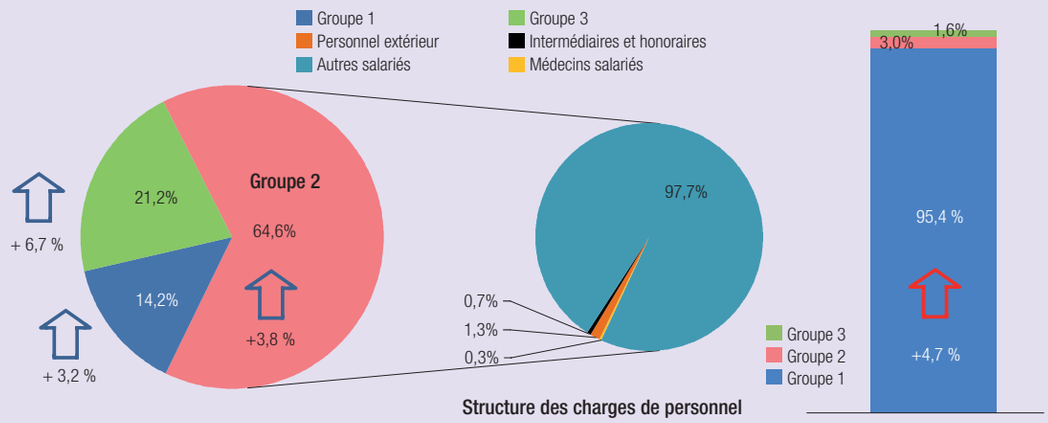
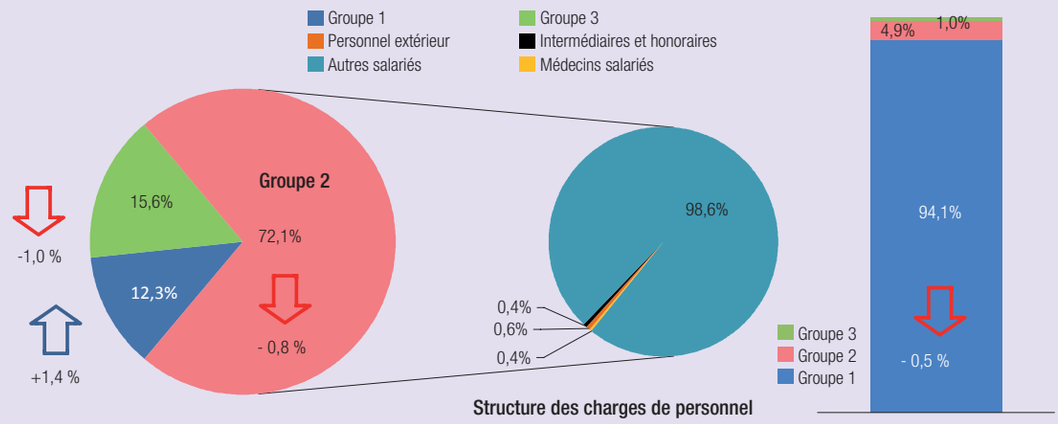


Figure 3 **EXERCICE 2010 DES FO - Charges d'exploitation** (-0,6% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (-0,02% en valeur / 2009)



LES FOYERS D'ACCUEIL MÉDICALISÉ (FAM)
Participation : 35,0 %

LA CROISSANCE DES CHARGES D'EXPLOITATION DES FAM participants est d'un peu plus de 1 % en 2010 par rapport à 2009 *(Figure 2)*. Si les charges de personnel ont augmenté de près de 2 %, on constate surtout une nette réduction du groupe 3.

Le développement de ces foyers paraît relativement bien maîtrisé : les phénomènes d'extension de capacité et d'embauches induites sont d'une ampleur très comparable *(Tableau 1)*. Il trouve d'ailleurs une contrepartie adaptée en termes de tarification avec une progression d'1,3 % du CA à fin 2010. Notons cependant qu'une diminution des recettes de groupe 2 mais surtout de groupe 3 a limité la croissance globale des produits. Logiquement, ces tendances ont un effet relativement neutre sur la situation d'ensemble des participants, leur performance budgétaire médiane atteint 1,5 % fin 2010, à un niveau très proche de celui observé en 2009 *(Figure 3)*. Les retournements de tendances budgétaires concernent la même proportion de FAM, à la hausse comme à la baisse, et le nombre de structures déficitaires reste identique entre les deux exercices, 1 sur 4 environ.

86 % des participants nous ont fourni l'exhaustivité de leurs données ventilées en sections tarifaires. Ces informations démontrent que les recrutements réalisés courant 2010 ont davantage impacté le budget soins (+1 ETP pour 100 places en valeur médiane), tandis que le taux d'encadrement surla section hébergement a légèrement décrû. De ce fait, les résultats moyens sur ce budget progressent de 2,2 % du CA correspondant en 2009 à 2,6 % fin 2010. C'est la tendance inverse que l'on observe sur la section soins avec une performance budgétaire moyenne de 2,8 % en 2010, contre 3,6 % en 2009.

Figure 1 **DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS**

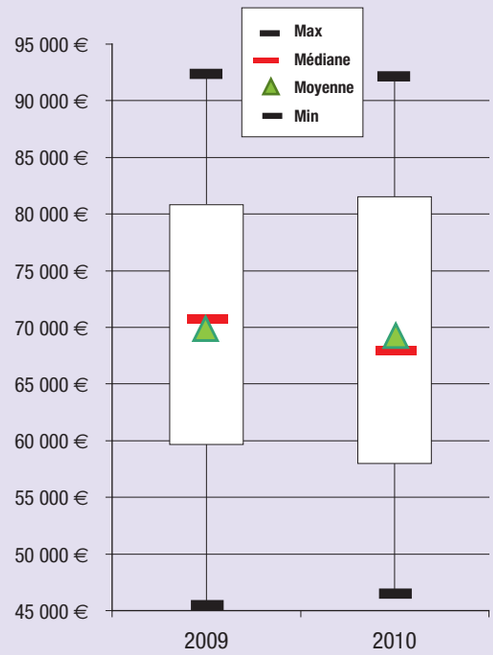


Tableau 2 **TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)**

Valeur moyenne		Valeur médiane	
2009	2010	2009	2010
8,4 %	6,1 %	1,9 %	1,9 %

Note : 33 FAM ont déclaré avoir investi au cours de cette période.

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	**Participants 43**	**Capacité moyenne 30**
	2009	**2010**
Croissance moyenne des places installées		+ 2,57 %
Nombre moyen et évolution des ETP		32,54 (+ 2,41 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	102,48	103,03
dont section hébergement	62,08	61,62
dont section soins	40,40	41,41
Salaire médian brut (€)	29 277	29 348
Coût par place médian (€)		
France entière	70 647	67 860
dont section hébergement	47 213	45 147
dont section soins	23 434	22 713
France métropolitaine hors Ile-de-France (37)	69 697	66 799
CA par place médian - France entière (€)	73 684	70 783
dont section hébergement	49 015	47 042
dont section soins	24 669	23 741
Part des structures déclarant de la sous-traitance	78,9 %	92,1 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	56,0 %	53,2 %
Taux d'activité médian		93,5 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		32
Part des structures locataires		57,1 %
Part des structures sous CPOM		18,4 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 - Charges d'exploitation** (+ 1,1% en valeur / 2009)

Produits d'exploitation (+ 1,3% en valeur / 2009)

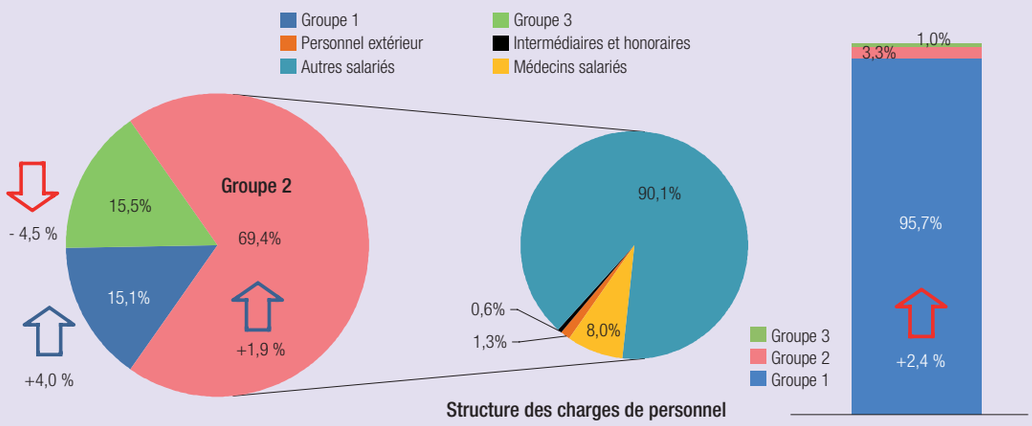
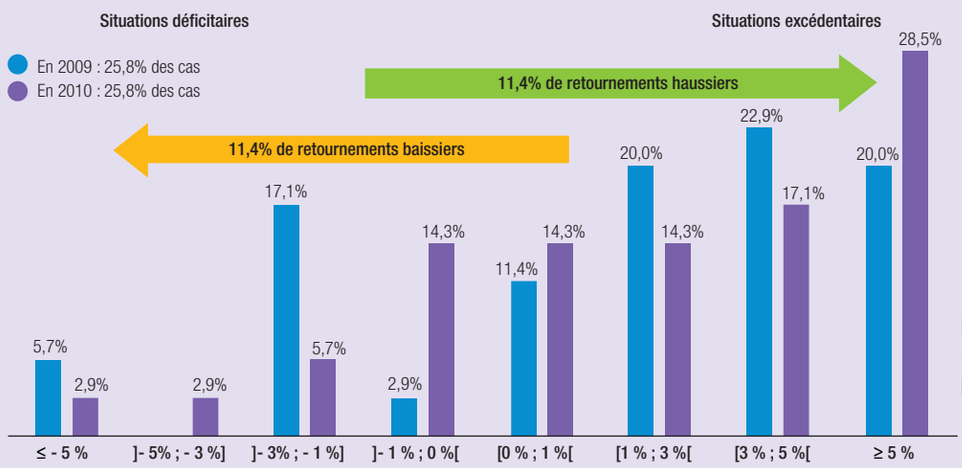


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 1,42 % en 2009, puis 1,46 % en 2010.

LES MAISONS D'ACCUEIL SPÉCIALISÉ (MAS)
Participation : 39,7 %

EN 2010, LES MAS ONT CONNU UNE CROISSANCE ÉLEVÉE DE LEUR CA par rapport à 2009. Les recettes nouvelles constatées sur les groupes 2 et 3 y participant pour un peu plus d'un tiers, le taux de croissance des produits de tarification qui avoisine celui de l'ensemble des charges d'exploitation est la principale raison de l'amélioration de la situation d'ensemble de ces adhérents en 2010 *(Figure 2)*.

Entre 2009 et 2010, le nombre d'ETP salariés a en moyenne progressé presque deux fois plus vite que la capacité installée. Il en a résulté une hausse du taux d'encadrement qui commence à converger vers les niveaux observables à fin 2008 *(Tableau 1)*.

Sur les 3,8 % d'augmentation du budget en 2010, la progression des charges de structure en représente 1,8 point et la hausse des charges de personnel 1,3 point. A cet égard, on note un recours plus intensif aux personnels extérieurs et aux intermédiaires puisque ces dépenses ont respectivement progressé de 18,2 % et de 16,8 % par rapport à 2009.

Une MAS sur cinq a clôturé l'exercice 2010 en déficit. 80 % des participants qui avaient réalisé des pertes en 2009 ont retrouvé une situation excédentaire l'année suivante, les 20 % restants ont en revanche aggravé leur déficit antérieur. La performance budgétaire médiane évolue à la baisse car, malgré tout, une MAS sur deux a réalisé un moins bon résultat en 2010 (dans 35 % des cas, il s'agit d'excédents moins élevés qu'en 2009, *Figure 3*).

Figure 1 **DISPERSION DES COUTS A LA PLACE CNR INCLUS**

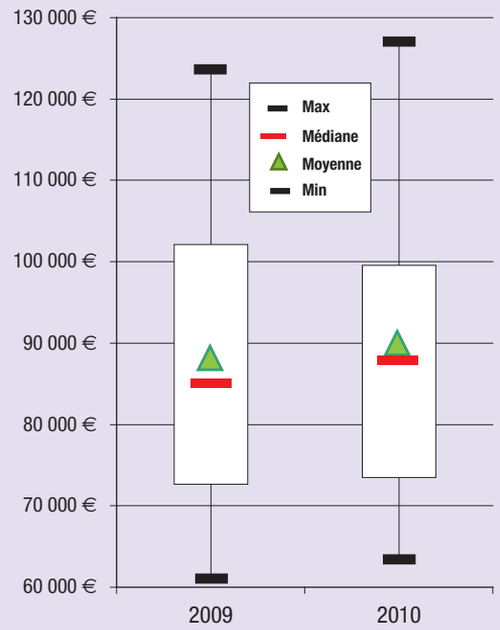


Tableau 2 **TAUX D'INVESTISSEMENT (Investissement / CA)**

Valeur moyenne		Valeur médiane	
2009	2010	2009	2010
9,6 %	10,8 %	1,8 %	1,5 %

Note : *39 MAS ont déclaré avoir investi au cours de cette période.*

Tableau 1 **LES PRINCIPAUX INDICATEURS**	**Participants 46**	**Capacité moyenne 40**
	2009	**2010**
Croissance moyenne des places installées		+ 1,50 %
Nombre moyen et évolution des ETP		51,45 (+ 2,90 %)
Taux d'encadrement médian (ETP)	123,67	125,06
Salaire médian brut (€)	29 727	29 059
Coût par place médian (€)		
France entière	85 125	87 902
France métropolitaine hors Ile-de-France (32)	80 356	81 733
CA par place médian - France entière (€)	85 765	88 302
Part des structures déclarant de la sous-traitance	83,7 %	90,7 %
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges	52,4 %	49,0 %
Taux d'activité médian		94,3 %
Nombre moyen d'usagers accueillis		43
Part des structures locataires		32,5 %
Part des structures sous CPOM		25,6 %

Figure 2 **EXERCICE 2010 - Charges d'exploitation** (+3,8% en valeur / 2009) **Produits d'exploitation** (+ 5,2 % en valeur / 2009)

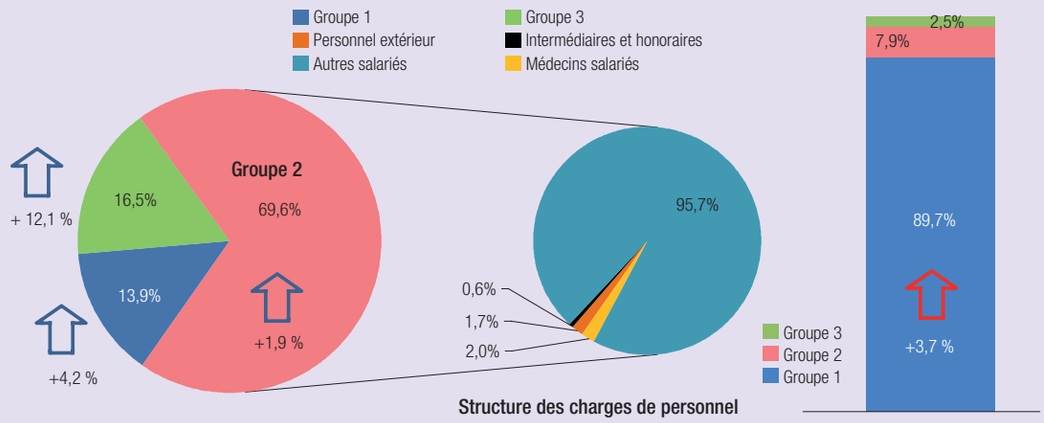
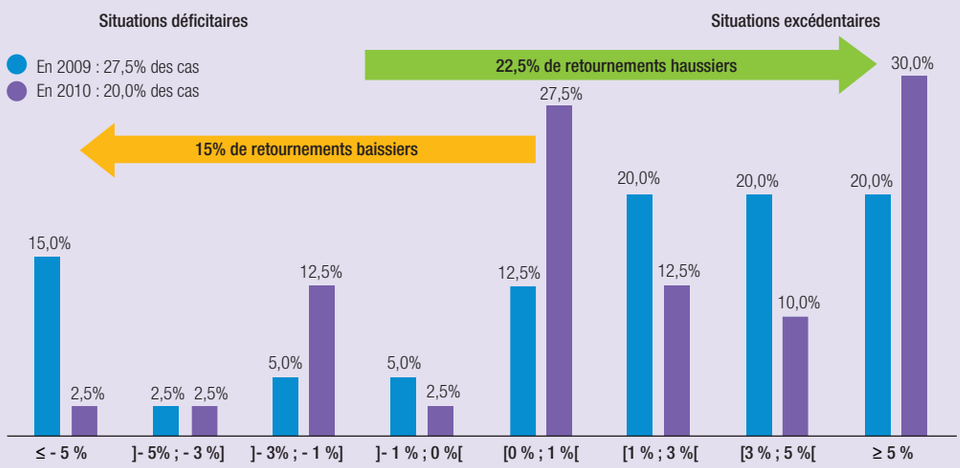


Figure 3 **DISTRIBUTION DES PERFORMANCES BUDGÉTAIRES (Résultat / CA)**



Performance budgétaire médiane : 2,18 % en 2009, puis 1,13 % en 2010.

LES MAISONS D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL (MECS) - Participation : 33,3 %

LES CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE (CHRS) Participation : 10,0 %

LES CENTRES DE SOINS SPÉCIALISÉS POUR TOXICOMANES (CSST), CENTRES DE CURE AMBULATOIRE POUR ALCOOLIQUES (CCAA), CENTRES DE SOINS, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PRÉVENTION EN ADDICTOLOGIE (CSAPA) Participation : 28,9 %

SUR LE SECTEUR DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES EN DIFFICULTÉ SOCIALE, nous disposons de données en trop petit nombre pour espérer fidèlement restituer la réalité de terrain de ces adhérents. Pour ces raisons, et par respect pour les participants, nous avons choisi de seulement communiquer les grandes données de cadrage. Ces indications sont évidemment pénalisées par le manque de données disponibles et sont par conséquent à relativiser par le lecteur averti.

Tableau 1
LES PRINCIPAUX INDICATEURS

Croissance moyenne des places installées
Nombre moyen et évolution des ETP
Taux d'encadrement médian (ETP)
Salaire médian brut (€)
Coût par place médian (€)
CA par place médian (€)
Part des structures déclarant de la sous-traitance
Part de la sous-traitance dans le Gr. 1 des charges
Taux d'activité médian
Nombre moyen d'usagers accueillis
Part des structures locataires
Part des structures sous CPOM

	MECS		CHRS		CSST - CCAA - CSAPA	
	Participants 29	Capacité moyenne 26	Participants 13	Capacité moyenne 84	Participants 11	Capacité moyenne ND
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
		+ 2,77 %		+ 0,73 %		ND
		19,64 (+ 0,41 %)		18,27 (+ 2,19 %)		10,38 (+ 4,69 %)
	78,20	76,47	21,54	23,92	ND	
	30 243	30 334	29 399	29 031	35 881	36 346
	50 331	49 968	16 046	16 104	ND	
	49 896	50 319	16 023	15 906		
	79,3 %		46,1 %		45,4 %	
	32,5 %	35,1 %	32,9 %	32,6 %	37,8 %	38,5 %
		91,6 %		102,2 %		96,1 %
		31		156		563
		64,3 %		53,9 %		54,5 %
		aucune		aucune		aucune

Tableau 2 **VARIATION PAR TITRE BUDGÉTAIRE 2010 / 2009**

	MECS	CHRS	CSST - CCAA - CSAPA
Gr. 1 - dépenses d'exploitation courante	2,0 %	5,8 %	- 6,1 %
Gr. 2 - dépenses de personnel	1,7 %	1,9 %	5,3 %
Gr. 3 - dépenses afférentes à la structure	5,6 %	- 4,8 %	- 6,7 %
Total des charges d'exploitation	**2,2 %**	**1,1 %**	**2,6 %**
Gr. 1 - produits de la tarification et assimilés	3,9 %	- 2,8 %	7,6 %
Gr. 2 - autres produits relatifs à l'exploitation	- 6,0 %	4,9 %	4,8 %
Gr. 3 - produits financiers, exceptionnels, non encaissables	32,1 %	80,8 %	- 27,8 %
Total des produits d'exploitation	**4,1 %**	**stable**	**7,1 %**

Tableau 3 **PERFORMANCE BUDGÉTAIRE (Résultat / CA)**

	Valeur moyenne		Valeur médiane	
	2009	2010	2009	2010
MECS	-0,81 %	1,06 %	0,17 %	0,08 %
CHRS	-0,15 %	-1,25 %		
CSST - CCAA - CSAPA	3,51 %	7,50 %		

GLOSSAIRE

Acronymes des établissements et services

ACT	Appartement de Coordination Thérapeutique
AEMO	Action Educative en Milieu Ouvert
CAFS	Centre d'Accueil Familial Spécialisé
CAMSP	Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
CCAA	Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie
CSST	Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CLIC	Centre Local d'Information et de Coordination
CMPP	Centre Médico-Psycho-Pédagogique
CPFSE	Centre de Placement Familial Socio-Educatif
CRP	Centre de Rééducation Professionnelle
CSAPA	Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie
EA	Entreprise Adaptée
EAME	Etablissement d'Accueil Mère-Enfant
EEAP	Etablissement pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés
EHPAD	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
ESAT	Etablissement et Service d'Aide par le Travail
FAM	Foyer d'Accueil Médicalisé
FHBGT	Foyer d'Hébergement pour Adultes Handicapés
FJT	Foyer de Jeunes Travailleurs
FO	Foyer Occupationnel
IEM	Institut d'Education Motrice
IES	Institut d'Education Sensorielle
IME	Institut Médico-Educatif
ITEP	Institut Thérapeutique et d'Enseignement Pédagogique
LF	Logement-Foyer
LHSS	Lits Halte Soins Santé
MAS	Maison d'Accueil Spécialisé
MDR	Maison De Retraite
MECS	Maison d'Enfants à Caractère Social
SAD	Service d'Aide A Domicile
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Adaptation à la Vie Sociale
SESSAD	Service d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile
SIOE	Service d'Investigation et d'Orientation Educative
SPASAD	Service Polyvalent d'Aide et de Soins A Domicile
SSIAD	Service de Soins Infirmiers A Domicile

ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

Abréviations

CNR	Crédits Non Reconductibles
CPOM	Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens
ETP	Equivalent Temps Plein
GIR	Groupes Iso-Ressources qui permettent d'évaluer les activités effectuées ou non par le résident seul et permettant ainsi de classer les individus ayant des niveaux proches de besoins d'aide pour accomplir les actes essentiels de la vie quotidienne
GMP	GIR Moyen Pondéré
GVT	Glissement Vieillesse Technicité
PATHOS	Outil d'évaluation des besoins de soins techniques pour les personnes âgées
PMP	PATHOS Moyen Pondéré
PUI	Pharmacie à Usage Intérieur

Comptabilité, charges et produits par groupe

Charges de groupe 1 : charges d'exploitation courante

Charges de groupe 2 : charges de personnel

Charges de groupe 3 : charges de structure

Produits de groupe 1 : produits de la tarification et assimilés

Produits de groupe 2 : autres produits relatifs à l'exploitation

Produits de groupe 3 : produits financiers, exceptionnels et non encaissables

Ratios d'activité

Taux d'activité	activité réalisée / activité prévisionnelle, en % (Unité de compte en journées, nuitées, actes, séances, forfaits...)
Taux d'encadrement	nombre d'ETP employés pour 100 places, en %

Rédaction
179, rue de Lourmel - 75015 PARIS - Tél. : 01 53 98 95 00
Directeur de la Publication Yves-Jean Dupuis
Rédactrice en Chef Ingrid Arnoux
Correctrice Muriel Chalancon
Maquette atelierdgp@wanadoo.fr
Commission paritaire N°0712 G 84064 - **ISSN** 0757-0481